M 6189 - 1143 - 8,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 143 - 11 mai 1990 - prix : 8 F

combines parlementaires

Amnistie et justice de classe

ÇA NE SENT PAS LA ROSE

GAMMA

Combines parlementaires, amnistie et justice de classe

ÇA NE SENT PAS LA ROSE !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Mercredi 9 mai, l'Assemblée nationale a débattu gravement de l'amnistie qu'elle s'est votée à elle-même, il y a quelque temps, et dont un certain nombre de ses membres, aussi bien à droite qu'à gauche, ont immédiatement profité, en se faisant blanchir d'affaires qu'ils avaient sur les bras. Nucci, cet ex-ministre socialiste, n'est que le plus connu d'entre eux. Le non-lieu, dont il a bénéficié à propos des millions qui ont disparu de la caisse de son ministère, s'est étendu à d'autres : députés, RPR ou centristes comme socialistes, qui avaient trafiqué de leur influence ou de l'argent des contribuables.

C'est vrai que le gouvernement a fait montre d'une belle hypocrisie quand il a fait voter, en même temps que la décision de financer les partis représentés au Parlement, le pardon et l'oubli des affaires qui traînaient. Tout cela, sous couleur de moraliser la vie politique.

Mais l'hypocrisie de la droite, qui se présente aujourd'hui comme le champion de la morale en déposant une motion de censure à propos de cette amnistie, n'est pas moins grande.

D'abord, un bon nombre de ses députés, qui feignent maintenant l'indignation, ont voté cette amnistie ou se sont abstenus, pour lui permettre de passer.

Ensuite, certains d'entre eux en ont bénéficié directement.

Enfin, Chirac et consort n'ont découvert que la morale était mise à mal que lorsque l'indignation a percé dans le public. Il a fallu que des prisonniers de Douai, de Loos-lès-Lille ou d'ailleurs, condamnés souvent pour bien moins que ce pour quoi les politiciens sont pardonnés, se révoltent et montent sur les toits de leurs geôles. Il a fallu que des juges, pour protester contre une mesure qu'ils désapprouvent, rendent quelques non-lieux pour des petits délinquants qu'en temps ordinaire les mêmes juges auraient condamnés.

Alors, la droite a jugé que c'était l'occasion pour elle, en même temps que de se blanchir à bon compte, de réaliser une petite opération contre le gouvernement. Une opération sans gros danger d'ailleurs, puisque la motion de censure ne pourrait passer, et encore pas sûr, qu'avec l'appui du Parti Communiste. L'amnistie ne risquait donc guère d'être annulée. Même les députés RPR ou UDF qui ont été soulagés par elle pouvaient voter contre mercredi.

Mais toute cette affaire de l'amnistie ne fait que mettre en lumière quelle sorte de justice règne dans notre société : une justice avec deux poids deux mesures, une justice qu'on ne dit aveugle que parce qu'elle frappe sans discernement sur les petits pour épargner les gros, une justice de classe en un mot.

Ce que les Giscard et autres Barre reprochent principalement à cette loi sur l'amnistie, c'est d'ailleurs de jeter cette clarté trop crue sur la justice.

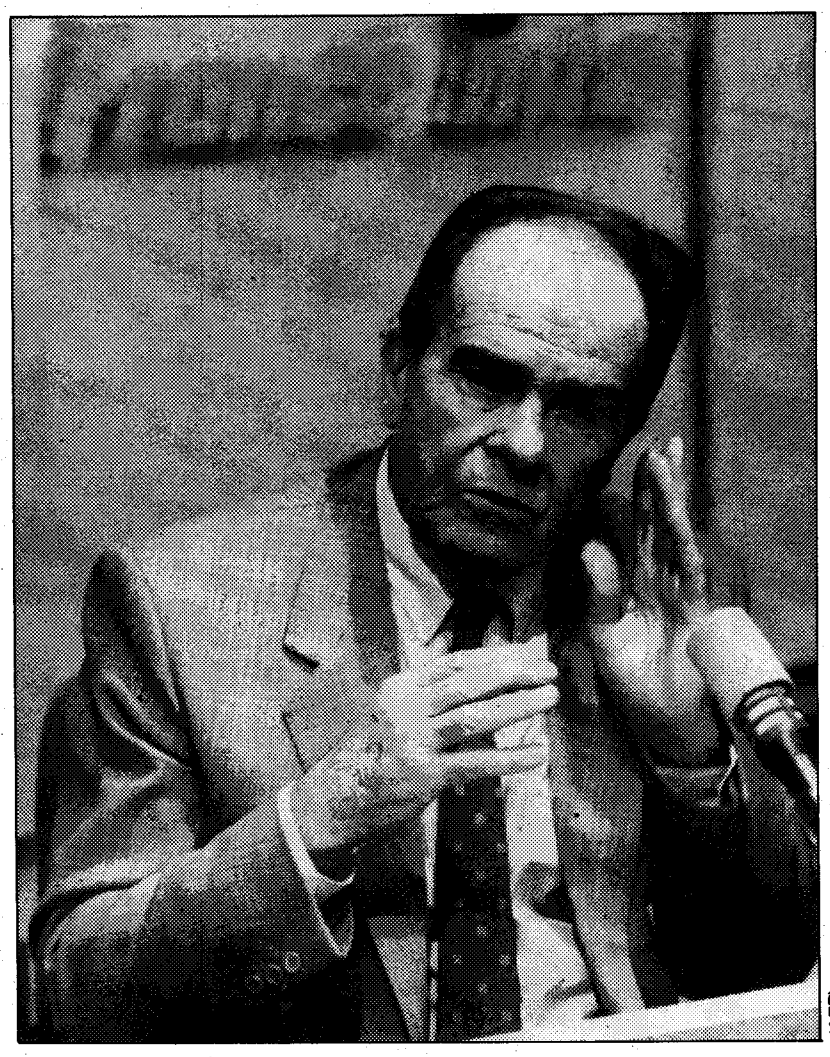
Et il en est de même, sans doute, pour bon nombre de juges qui font mine de se rebeller. Après tout les mêmes, en temps ordinaire, condamnent sans sourciller à la prison ferme, sans compter ceux qui subissent la prison préventive, pour les petits délits sur lesquels ils ferment les yeux aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, pour gêner le gouvernement. Et ils appliquent sans sourciller non plus, avec fierté même, toutes les autres lois votées par les mêmes députés, celles qui consolident et légitiment la propriété privée et l'exploitation capitaliste.

Oui, les mêmes juges, qui condamnent les chapardeurs de Prisunic, protègent les milliards de profits tirés de l'exploitation du travail, c'est-à-dire du vol légal des travailleurs. Et les rares fois où un patron a été traîné devant un tribunal pour un accident du travail, c'est-à-dire un homicide ou une tentative d'homicide pour que prospèrent ses affaires, ça a fait scandale.

On comprend que les députés, qui ont fait ou ont maintenu ces lois-là, n'aient pas vu malice à se voter une amnistie pour eux-mêmes.

Mais c'est plus que d'être blanchis que méritent ce Parlement, les bourgeois qu'il sert et leur justice : c'est d'être nettoyés.

LE «SUSPENSE» DU PCF


(AFP)

Jusqu'au bout, le PCF aura fait durer le «suspense» quant à sa position lors du vote de la motion de censure déposée par la droite à propos de l'amnistie des politiciens. Ce n'est qu'à quelques minutes du vote qu'on aura su, finalement, qu'il ne voterait pas la censure.

Est-ce à dire que, vraiment, jusqu'au dernier moment, les dirigeants du PCF ne savaient pas quelle position ils allaient prendre ? Ce serait bien étonnant. Et on peut penser que justement, c'est bien parce qu'ils avaient décidé d'avance de cette position qu'ils se sont ainsi laissés désirer ; c'était le seul moyen qu'il leur restait pour se servir un peu, malgré tout, de la position d'arbitre dans laquelle les plaçait, une fois de plus, le dépôt d'une motion de censure.

En effet, depuis maintenant deux ans et l'élection de la présente Assemblée nationale, le PS ne dispose à l'Assemblée que d'une majorité relative qui l'oblige, pour faire voter les textes de loi qu'il propose, à agir au coup par coup. Et si le gouvernement Rocard n'a pas été, jusqu'à présent, renversé par l'Assemblée, c'est qu'il faudrait pour cela que se constitue une majorité contre lui, par exemple à l'occasion du vote d'une motion de censure. Or celle-ci ne pourrait se constituer que si les 26 députés communistes et ceux de la droite se retrouvaient ensemble pour voter cette motion.

C'est un choix que, jusqu'à présent, le PCF s'est refusé à faire, en justifiant cette position par le refus de faire le jeu de la droite. Mais la vraie raison est plutôt que le PCF ne veut pas endurer, dans la fraction de son électorat que lorgne vers la social-démocratie, l'accusation d'être responsable de la chute du gouvernement Rocard et de l'installation d'un gouvernement plus à droite.

Alors il se contente de rappeler de temps en temps qu'il est là et que, même si ses députés sont peu nombreux, leur appoint est parfois indispensable dans un sens ou dans l'autre. On peut ajouter que, très probablement, ces rappels s'accompagnent en coulisses de négociations discrètes, dans lesquelles le PCF s'efforce d'obtenir du gouvernement quelques contreparties. On peut par exemple se demander si le petit «cadeau» que le gouvernement Rocard a fait au PCF la semaine dernière, en faisant voter une nouvelle loi contre le racisme proposée par ses députés, venait tout à fait par hasard.

Mais ce faisant, qu'il le reconnaisse ou non, le PCF porte sa part de responsabilité dans l'existence du gouvernement Rocard et dans le fait que celui-ci puisse, bon an mal an, mener sa politique anti-ouvrière. Et c'est bien plus lui qui est l'otage de Rocard que le contraire.

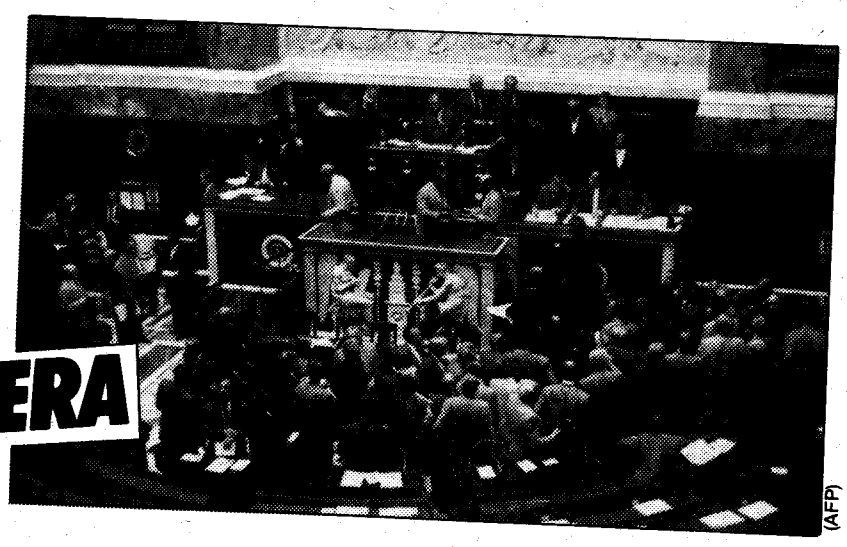
Bien sûr, si le PCF avait refusé d'assurer ainsi la survie du gouvernement Rocard, la conséquence en aurait été sans doute, en effet, de contraindre Mitterrand et le PS à rechercher plus clairement l'appui d'une partie de la droite. Mais le gouvernement Rocard fait déjà, de toute façon, une politique de droite, le PCF n'est pas le dernier à le dire. En matière de politique anti-ouvrière, un gouvernement appuyé sur une majorité socialo-centriste ne ferait pas pire. Mais les choses seraient politiquement plus claires.

Et puis, le PCF aurait justement les moyens de faire comprendre sa position, en expliquant par exemple qu'il serait prêt à voter des mesures qui soient clairement favorables aux travailleurs, mais pas à n'importe quel prix et notamment pas au prix d'un soutien, même feutré, à un gouvernement avant tout favorable au patronat. Et ce serait autant d'occasions d'expliquer et de convaincre les travailleurs qu'ils ne peuvent compter, pour imposer leurs revendications, que sur leurs propres luttes.

Mais justement, quoi qu'il en dise, ce n'est pas vraiment là la politique du PCF. Et c'est ce qui le condamne, à son corps défendant, à continuer d'apporter un soutien feutré (ou si l'on veut une non-opposition) au gouvernement Rocard, tout au plus en tentant de le marchander lorsque, de temps en temps, le débat d'une motion de censure lui en offre l'occasion.

A.F.

À JOUER AU PLUS C..., C'EST LE PEN QUI L'EMPORTERA


(AFP)

Rocard est donc allé à Orléans fêter la libération de la ville par Jeanne d'Arc. Lui aussi pour ne pas laisser à Le Pen les «valeurs» du patriotisme français, file le train à la «Pucelle» et accroche son char à son haridelle. Ça lui a permis de se faire huer par la centaine de militants d'extrême-droite venus spécialement pour ça. Quant à savoir si cela lui permettra de disputer des voix à Le Pen victorieusement, c'est encore une autre affaire.

Décidément c'est à la mode pour les politiciens de gauche comme de droite, de ne pas vouloir laisser à l'extrême-droite le terrain qui est traditionnellement le sien, celui de la connerie patriotique et de la bigoterie, comme celui en général de tous les poncifs réactionnaires. Mais il n'y a pas que ça, attention ! Il ne faudrait pas oublier la démagogie anti-immigrés s'il vous plaît...

C'est ainsi que pendant que Chirac s'engueule avec Le Pen sur la «collaboration» et la Deuxième Guerre mondiale, son parti le RPR – comme l'UDF – refuse maintenant de se rendre à la table ronde proposée par Rocard sur le racisme. Et pour mieux insister et que ça fasse plus anti-immigrés, il ressort «le code de la nationalité», qui fut un cheval de bataille de la droite au temps de la «cohabitation», destiné à faire foi de fermeté à l'égard des immigrés, face à la concurrence du Front National.

Pour la droite aujourd'hui, demander à Rocard de remballer le droit de vote aux immigrés – ce qu'il remballe tout seul d'ailleurs, comme Mitterrand – c'est un bon moyen de prouver que les prétendues «valeurs» dont se réclame Le Pen, ne lui appartiennent pas exclusivement.

Dont acte. Mais sur ce terrain, Le Pen a une longueur d'avance. Les échanges polémiques ne le freineront pas. Et de Chirac à Rocard, c'est bien le lit de l'extrême-droite qu'on prépare en glorifiant ses prétendues «valeurs».

L.G.

"Nouveau Concorde", un nouveau gouffre

Un nouveau Concorde doit être mis en chantier, plus performant que le précédent. Le nouveau Concorde, ce sera deux fois plus de passagers, deux fois plus vite, deux fois plus loin et... deux fois plus cher. 80 milliards sont annoncés contre 35 milliards pour le précédent. Qui va payer ?

Rappelons que ce ne sont pas les hommes d'affaires ni les riches oisifs, heureux bénéficiaires du premier Concorde, qui en ont payé l'essentiel, mais les contribuables !

Terrorisme d'Etat, pas cher payé

Les faux époux Turenge, auteurs de l'attentat contre le bateau de Greenpeace, le Rainbow Warrior, avaient été condamnés à rester trois ans sur un atoll du Pacifique. Ils sont revenus en France au bout d'un an. Pour non-respect de la décision de justice, un tribunal international saisi par la Nouvelle-Zélande, a condamné la France à payer 12 millions de francs, qui devront contribuer *«à encourager les relations amicales entre les deux pays»*.

Pour un assassinat par les services secrets français, ce n'est tout de même pas cher payé.

A défaut de prendre le racisme à la gorge,

Bouvet / Gamma

Jean-Claude Gayssot, député communiste, défend le projet de loi.

ON VOTE UNE PETITE LOI

La nouvelle loi contre le racisme a finalement été votée, dans la nuit du 2 au 3 mai, par les seuls députés communistes et socialistes, plus quelques non-inscrits, après 10 heures de débats houleux. Unanimes, les députés de droite sont intervenus, à la suite, (ou à la rescousse, pourrait-on dire) de l'unique député du Front National, en combattant violemment la proposition de loi anti-raciste, premièrement parce qu'elle était présentée par les communistes et par là-même irrecevable, et deuxièmement, sous le prétexte qu'elle portait atteinte à la liberté de la presse. Pourtant, sur ce deuxième point, les patrons de la presse ayant protesté eux aussi sur le fait que la loi pouvait désormais les faire condamner simplement parce qu'ils reproduiraient des propos racistes, avaient obtenu des assurances. Des amendements avaient été apportés à la loi en ce sens. Mais qu'importe ! L'opposition unanime avait chaussé les bottes de l'anti-communisme primaire et s'est refusé à voter ce qu'un député a même dans un élan oratoire appelé une proposition de loi «liberticide, honteuse pour un pays démocratique», un texte «digne de Vichy mais à l'envers».

Pourtant pas de quoi fouetter un chat, ou plutôt un raciste, avec cette nouvelle loi. Amendée, réduite à peu, alors qu'elle n'était déjà pas grand-chose, il n'en reste – selon ce qu'en dit la presse même la mieux intentionnée à l'égard du gouvernement – que l'inéligibilité temporaire (5 ans maximum) pour quiconque aurait commis le délit d'incitation à la haine raciale. Mise à part la sanction d'inéligibilité, elle n'ajoute guère au texte de 1972, qui avait été pourtant voté unanimement à l'époque par tous les groupes de l'Assemblée.

Qu'est-ce qui a changé sur ce point depuis 1972 ?

En fait, le PCF qui est l'auteur de la proposition de loi initiale et le PS qui l'a reprise à son compte, – moyennant quelques modifications, – espéraient probablement trouver des soutiens à droite dans un vote à l'Assemblée, qui sait même, espéraient-ils entraîner les suffrages d'une partie du centre ou de la droite. Cette opération présentait aussi l'avantage que, face aux militants de gauche justement inquiets de la montée de Le Pen, elle était le pendant d'une certaine démagogie anti-immigrés développée récemment par certains membres du gouvernement et même par Mitterrand en personne lorsqu'il avait évoqué le fameux «seuil de tolérance».

L'opération de débauchage de certains parlementaires a fait long feu. Quand bien même droite et gauche auraient été unanimes à voter cette loi, ce n'est pas cela qui aurait marginalisé pour autant Le Pen. Le Front National n'a qu'un seul député au Parlement et ce n'est pas cela qui l'empêche de donner le ton ni de faire que tous les politiciens se sont retrouvés à un moment ou un autre, à hurler avec les loups, contre les immigrés qu'il s'agisse de l'immigration clandestine ou pas.

Reste que la loi a finalement été votée, mais il n'est pas dit qu'elle puisse servir beaucoup aux militants anti-racistes. Car ce n'est pas faute d'une loi condamnant les actes racistes, que ceux-ci se multiplient.

Admettons cependant que cette nouvelle loi puisse peut-être aider à combattre les racistes. Mais lutter réellement contre le racisme, ce n'est pas cela. Pour cela il faudrait d'abord s'en prendre à ses causes, à la situation économique, au chômage, aux bas salaires. Il faudrait oser s'en prendre à certains patrons sinon tous, qui font usage de la crise pour baisser encore les salaires, refusent d'investir, d'embaucher, alors que pourtant ils n'ont jamais fait autant de profits !

C'est la crise économique et sociale, telle qu'elle a été gérée par tous les partis qui se sont succédé au gouvernement, de droite et de gauche – et même le PCF, – qui est responsable de la montée du chômage. Et ce sont ces politiciens-là, dont les gouvernements successifs ont assumé politiquement la crise et ses conséquences, qui portent la responsabilité de la montée actuelle du racisme. Et quand en plus ces gens-là courent après un électorat que la démagogie xénophobe d'un Le Pen attire comme un aimant, et viennent chasser sur les terres de l'extrême-droite en criant à leur tour «haro sur les immigrés» ou sur l'immigration, ils aident encore un peu plus les préjugés racistes de l'extrême-droite à se renforcer. Et cette responsabilité-là toutes les lois du monde, fussent-elles anti-racistes, ne parviendront pas à les en dédouaner.

Cécile BERNIER

Le droit de vote aux immigrés

LE PS D'UNE DÉGONFLADE À L'AUTRE

«Quand on n'a pas les moyens d'imposer une réforme, il est préférable de ne plus en parler» déclarait en substance Pierre Mauroy à propos du projet socialiste concernant le droit de vote des immigrés dans les élections locales. Ce projet aurait dû être porté devant l'Assemblée nationale avant la fin de mai. On voit qu'il a bien peu de chances de l'être.

Mauroy n'est pas seul à être soudain gêné par cette proposition qu'il défendait pourtant, il y a peu de temps, au Congrès socialiste de Rennes, en compagnie de Mermaz et de Jospin. Laurent Fabius, par exemple, explique sans vergogne que le projet reste valable... à condition qu'il soit repoussé aux calendes grecques ! Il faut dire que Fabius est un maître dans l'art de manier l'hypocrisie. Ainsi, il peut déclarer en substance que le projet doit être maintenu par le PS comme objectif à long terme car *«tout recul idéologique de ce genre peut en entraîner d'autres»*. Il parle d'expérience, car ce n'est pas la première reculade opérée par le PS... ni probablement la dernière !

Aujourd'hui, la mise au placard recommandée pour cette réforme est prétextée par... les élections législatives de 1993. En matière de votes, les socialites sont au moins francs et sincères. Il ne faut pas risquer de perdre des voix avec cette affaire. Et comme il serait du plus mauvais effet que la campagne électorale socialiste de 1993 se fasse sur ce thème, Fabius propose tout simplement de l'oublier... dans un coin du programme. Quant à Rocard, quand il ne célèbre pas Jeanne d'Arc pour en remontrer à Le Pen, il recommande de renoncer à la défense publique de projets concernant les immigrés qui risqueraient *«d'ouvrir la boîte de Pandore»* selon l'expression de l'un de ses partisans.

En fait, tous ces politiciens socialistes, députés, ministres, notables petits ou grands, reculent devant l'opinion de droite et d'extrême-droite.

Les immigrés et tous les étrangers vivant sur le sol d'une France «démocratique» et gouvernée par de prétendus socialistes peuvent abandonner les quelques illusions qui leur resteraient. Une loi leur donnant un droit de vote, strictement limité au cadre des élections locales, n'aurait probablement pas changé grand-chose à leur situation. Mais ils n'obtiendront même pas cette petite réforme-là des socialistes au gouvernement.

Lucienne PLAIN

Fête de Lutte Ouvrière
de MARSEILLE
Dimanche 13 mai à partir de 12 heures
Parc des loisirs de Valabre
GARDANNE

Allemagne de l'Ouest

VERS LES 35 HEURES DANS LA MÉTALLURGIE... À PAS DE TORTUE

Les 35 heures sans perte de salaire étaient la revendication mise en avant par «l'IG Metall» lors des grèves de 1984.

En Allemagne fédérale, un accord est intervenu en ce début mai dans la métallurgie du Bade-Wurtemberg (700 000 salariés). Actuellement la semaine de travail est de 37 heures. Dans cinq ans, le 1er octobre 1995, les métallurgistes feront la semaine de 35 heures. Et il y aura une étape à 36 heures, à partir du 1er avril 1993. Cela n'est pas totalement sans contrepartie, puisque le patronat en échange a demandé au syndicat IG Metall d'accepter que 18 % des salariés puissent *«travailler jusqu'à 40 heures par semaine sur la base du volontariat»*. Même bien enveloppé, ça s'appelle des heures supplémentaires.

En même temps que le syndicat signait avec le patron ce qui concerne la durée du travail, l'accord se faisait également en ce qui concerne la révision des salaires pour 1990. IG Metall réclamait 9 %, l'évolution des prix prévue pour l'année est de 3 % et le patronat proposait au départ une augmentation annuelle de 4 %. Le patronat du Bade-Wurtemberg a finalement proposé une augmentation de 6 %, sur laquelle l'accord s'est conclu avec le syndicat.

Généralement lorsqu'un accord dans la métallurgie du Bade-Wurtemberg est signé, il est quasi automatiquement étendu à l'ensemble des métallos d'Allemagne de l'Ouest. Et lorsque dans la métallurgie interviennent des réductions de temps de travail, celles-ci créent une pression dans les autres branches et une tendance à l'alignement. Ce qui vient d'être signé dans la métallurgie du Bade-Wurtemberg pourrait donc avoir des répercussions pour des millions de travailleurs.

Il ne s'agit certes pas d'une révolution, loin de là, mais d'une timide réduction progressive – et encore sans aucun engagement pour avant trois ans ! – sans commune mesure même avec les augmentations de productivité déjà intervenues ces dernières années dans l'industrie en RFA, ni même avec celles à venir. Cette augmentation de productivité est due en grande partie aux efforts supplémentaires imposés à la classe ouvrière, dans une période où s'est fait sentir la pression du chômage. La proportion des travailleurs en équipe, y compris de nuit, n'a cessé de progresser dans la métallurgie et ailleurs, «rentabilisant» pas seulement les investissements, mais y compris les machines amorties depuis longtemps. Le patronat, même s'il a investi quelque peu ces dernières années, a augmenté la productivité en accroissant les charges de travail et en instaurant plus de «flexibilité». Cela n'est guère différent de part et d'autre du Rhin.

Quant aux 3 % de salaire supplémentaires par rapport aux prévisions sur le taux d'inflation, restera encore à vérifier s'ils ne seront pas théoriques. Mais même s'il s'agissait de 3 % en plus, le patronat ouest-allemand n'aura pas de mal à les trouver, sans compromettre aucunement l'accroissement de ses profits.

Le syndicat IG Metall (fort de 2,6 millions d'adhérents) avait organisé pour la semaine qui a précédé la signature de l'accord des grèves d'avertissement dans quelques secteurs. Le point culminant avait été le jeudi 3 mai, lorsque 230 000 ouvriers de Krupp, BMW, Siemens, avait cessé le travail pendant trois heures et manifesté dans les rues.

Il s'agissait seulement, pour le syndicat, de faire pression pour faciliter la négociation, et pas bien entendu, pour les chefs syndicalistes «raisonnables» de IG Metall, de préparer les ouvriers à mettre à genoux les patrons, pour les contraindre à céder sur l'heure sur des revendications que les travailleurs considèrent comme amplement justifiées. Les patrons ne se sont sans doute pas trompés sur la combativité réelle des chefs syndicalistes. Mais ils ont sans doute préféré, par prudence à l'égard de leurs troupes, faire des concessions, aussi minimes soient-elles. Car le spectre d'une grève réelle les hante tout de même. Ils se souviennent avec amertume de 1984, où les syndicats, mobilisant déjà pour les 35 heures, même en n'appelant que partiellement les métallos à des grèves-bouchons, leur avaient fait perdre de fortes sommes.

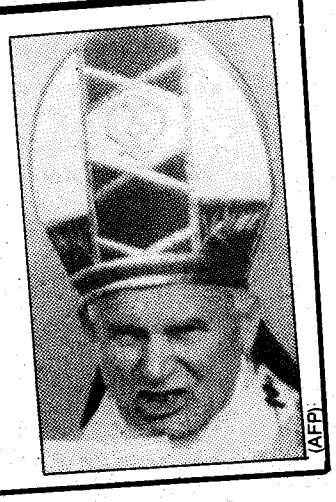
Aujourd'hui où, dans le cadre de la réunification de l'Allemagne, se dessinent pour les patrons de bonnes affaires à faire, ceux-ci ne souhaitent pas une rupture de la paix sociale.

Est-ce que les miniconcessions accordées suffiront ? Est-ce qu'aux travailleurs l'appétit ne viendra pas en mangeant ? Est-ce que ceux d'Allemagne de l'Est, qui ont encore plus «faim», n'en seront pas enclins à réclamer encore plus fort leur part ? On ne peut répondre à ces questions. Rien ne dit en tout cas que les travailleurs allemands aient quoi que ce soit à gagner en laissant leurs patrons les exploiter en paix.

Louis GUILBERT

Lituanie

Le pape à la rescousse

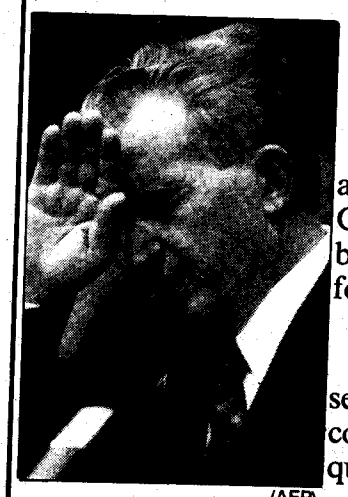

(AFP)

Après Bush, puis Mitterrand et Kohl, conseillant la modération aux Lituaniens qui revendiquent leur indépendance, c'est le pape qui apporte son soutien à Gorbatchev. Le souverain pontifiant demande de tenir compte des intérêts de la Perestroïka. Il ne manquait plus que lui pour faire la Sainte Alliance de ceux qui prêchent la patience aux peuples qui se sentent opprimés.

Quand ce sera l'alliance des peuples par-dessus la tête des dirigeants, les frontières deviendront inutiles, et pas seulement entre les seuls peuples d'URSS, mais entre ceux du monde entier.

Roumanie

Cia-sescu


(AFP)

Deux membres du clan Ceausescu revendaient aux Américains des armes soviétiques top-secrètes. Ceausescu lui-même était dans le coup, ainsi que des banques suisses qui auraient servi pour les dépôts de fonds.

On savait la CIA peu regardante sur la qualité de ses informateurs. Les Ceausescu en étaient, tout comme Noriega, l'ex-dictateur du Panama et trafiquant de drogue. Dis-moi qui tu protèges...

GRANDE-BRETAGNE

CLAQUE ÉLECTORALE POUR THATCHER

Les élections municipales du 3 mai en Grande-Bretagne ont confirmé ce que les sondages d'opinion indiquaient depuis plusieurs mois déjà. Avec 40% des voix, le Parti Travailliste a raflé 2 800 des 5 200 sièges à renouveler, tandis que les conservateurs ont dû se contenter de moins de 1800 sièges avec 32% des voix. La dégringolade électorale de Thatcher semble donc incontestable.

(AFP)

Ph. Arc

CONDAMNATION DE THATCHER PLUS QUE SUCCÈS DES TRAVAILLISTES ?

C'est dans le sud et le centre du pays que la remontée du Parti Travailliste a été la plus spectaculaire. C'est-à-dire dans les régions qui, depuis 1979, sont des bastions conservateurs. De toute évidence, le poll tax y a été le principal motif de la hausse du vote travailliste.

En revanche les travaillistes n'ont guère fait de progrès dans les municipalités ouvrières, voire y ont régressé. Bien qu'il soit difficile d'en donner une explication générale, il est certain par exemple que les travaillistes ont perdu du terrain dans les municipalités conservatrices londoniennes de Wandsworth et Westminster, parce que dans les quartiers ouvriers bien des électeurs ont préféré ne pas voter plutôt que prendre le risque de voir une augmentation brutale du poll tax due à un changement de municipalité. Il faut dire que le gouvernement a fait de ces deux municipalités les vitrines du poll tax et a fait ce qu'il fallait pour que son montant y soit plus faible qu'ailleurs.

Au total, sans doute le score du Parti Travailliste est-il bien inférieur aux 53% que lui donnaient les sondages. Il n'empêche qu'en extrapolant ces résultats au plan national (un quart seulement des sièges municipaux étaient renouvelés), la même répartition des voix donnerait une majorité absolue plus que confortable aux travaillistes (la moitié du Parlement plus 66 députés).

D'un autre côté, la faible participation électorale traditionnelle aux municipales (les 52% de cette année sont un record) tend a donner une image plus ou moins déformée de la réalité. Témoin, sous le propre règne de Thatcher, la «déroute» conservatrice aux élections municipales de 1986, qui fut suivie par leur victoire aux élections législatives de l'année suivante.

Donc tout n'est pas encore joué. En théorie au moins, Thatcher a encore deux ans pour battre le rappel de son électorat. Et en deux ans il peut se passer bien des choses.

Néanmoins, pour l'instant, les résultats sont là. Le gouvernement peut bien multiplier les communiqués de victoire en se félicitant d'avoir conservé ou même regagné quelques municipalités «vitrines». Qu'il le veuille ou non, ces élections apparaissent nettement comme une condamnation populaire de la politique de Thatcher.

LE RETOUR DES ILLUSIONS DANS LE PARTI TRAVAILLISTE

Le problème est maintenant de savoir qui va prendre l'initiative. De cela peut dépendre en grande partie le sort de la classe ouvrière dans les années à venir.

Aujourd'hui, on assiste dans la classe ouvrière à une indiscutable remontée des illusions dans le Parti Travailliste. Le *«à quoi bon voter travailliste?»* de ces dernières années tend à se transformer en un *«la seule solution c'est de voter travailliste»*. Cela ne veut pas dire que les travailleurs éprouvent le moindre enthousiasme pour les travaillistes au pouvoir. Ils n'en attendent visiblement pas d'amélioration réelle de leurs conditions d'existence. Mais ils y voient le seul moyen de régler leurs comptes une fois pour toutes avec Thatcher et avec sa politique.

Or c'est justement là que se situent leurs illusions : dans l'espoir qu'en finir avec Thatcher en la remplaçant par Kinnock, même si ça ne serait pas le Pérou, serait quand même en finir avec la politique des conservateurs de ces 12 dernières années. Or quelle autre politique les travaillistes vont-ils mettre en œuvre pour gérer les affaires de la bourgeoisie, sinon celle des Mitterrand et des Gonzalez, c'est-à-dire celle de Thatcher sous une autre défroque ?

Alors peut-être ces illusions-là ne partiront-elles qu'à l'épreuve des faits, face aux travaillistes au pouvoir. Mais ce qui pourrait faire la différence, à la fois pour le moral de la classe ouvrière et pour sa faculté de se défendre contre le nouveau pouvoir, c'est le fait qu'elle ne reste pas les bras croisés jusqu'aux prochaines législatives, qu'elle passe à l'offensive sans attendre, avec ses propres armes, dans la rue et dans les usines. Et cela, c'est aujourd'hui que cela se joue.

LE POLL TAX, UN TERRAIN FAVORABLE POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

Or la question qui domine les discussions aujourd'hui, celle qui a dominé les élections municipales, le nouvel impôt municipal de Thatcher, le poll tax, reste en suspens. Les feuilles d'impôt ont commencé à arriver chez les contribuables depuis un mois et beaucoup de travailleurs disent très ouvertement qu'ils ne paieront pas.

En face, les conservateurs apparaissent affaiblis. Thatcher est publiquement contestée de l'extérieur comme de l'intérieur de son propre parti et le gouvernement se sent obligé de faire mine de lâcher du lest, en annonçant la formation d'une commission d'étude qui devra proposer en juillet une série d'aménagements du poll tax pour l'année prochaine.

Bref, le flottement est perceptible dans les rangs du pouvoir. Et s'il y a flottement, c'est qu'il y a peut-être possibilité de le faire reculer. C'est en tout cas un raisonnement que bien des travailleurs pourraient reprendre à leur compte, et ce serait la première fois depuis bien des années qu'ils verraient la possibilité de faire reculer le pouvoir sur quoi que ce soit.

La grande manifestation nationale du 31 mars a montré avec éclat la colère que suscite le poll tax dans toute une partie de la population. Depuis, ses organisateurs ont reculé et se sont gardés de toute nouvelle initiative, sans doute pour ne pas se heurter aux dirigeants travaillistes.

Pour l'instant, le mouvement contre le poll tax reste confiné à des comités locaux qui ne regroupent le plus souvent que des militants du milieu travailliste ou d'extrême-gauche. Ses activités se limitent à des actions symboliques comme l'organisation de feux de joie avec les avis d'imposition. Mais ce type d'activités, même si elles peuvent faire plaisir, n'est pas assez crédible pour attirer les mécontents en nombre significatif.

Mais l'élan donné par la manifestation du 31 mars est peut-être encore là. En tout cas elle a montré comment des pans entiers de la classe ouvrière pourraient être mis en mouvement contre le poll tax et contre le gouvernement.

La classe ouvrière britannique a peut-être là une occasion de reprendre l'initiative, de remporter des succès et de retrouver confiance en ses propres forces. Reste à savoir bien sûr s'il se trouvera des militants prêts à incarner une telle politique pour ouvrir cette voie à la classe ouvrière, quitte à s'affronter pour cela aux appareils réformistes.

François ROULEAU

ITALIE

Les élections administratives et la montée des "ligues"

LEPÉNISME À L'ITALIENNE

L'Italie est à l'heure de la montée des "ligues". Telle est, outre la baisse des voix du Parti Communiste, la principale leçon des élections administratives des 6 et 7 juin, au cours desquelles étaient renouvelés la plupart des conseils régionaux, provinciaux et communaux du pays et qui concernaient 45 millions d'électeurs.

Les "ligues", c'est d'abord la "Ligue lombarde". C'est celle-ci qui a fait la percée la plus spectaculaire dans sa région d'origine. Partie de rien, puisqu'elle n'était même pas présente dans les précédentes élections régionales en 1985, cette organisation recueille 20% des voix à Milan et dans l'ensemble de la Lombardie, et s'affirme comme le second parti de la région. Mais dans les autres régions du nord et du centre, du Piémont à la Vénétie ou à la Toscane, d'autres "ligues" regroupées au sein d'une grande "Ligue du Nord" se sont elles aussi affirmées, recueillant 5,6% des voix à l'échelle nationale.

Les thèmes de propagande de ces ligues et en premier lieu de la "Ligue lombarde", dont l'emblème représente une sorte de cavalier médiéval, sont sans équivoque. Ils sont avant tout xénophobes, et parfois ouvertement racistes. Selon la "Ligue lombarde", il s'agit de défendre l'Italie du nord, riche et industrieuse, contre toutes sortes de "parasites" venus du sud : les méridionaux, ces "terroni", ces "culs-terreux" venus prendre leur travail aux braves gens du nord : l'Etat central de Rome et ses fonctionnaires - eux aussi bien souvent méridionaux - qui vivent comme des chancres du travail des Italiens du nord et leur prennent leur travail pour le redistribuer à toutes sortes de mafias ; et puis dernièrement les immigrés "extra-communautaires", noirs, asiatiques ou nord-africains, dont le nombre a augmenté dans la péninsule d'autant plus que des pays comme la France et l'Allemagne les refoulent de plus en plus.

On le voit, ces "ligues" ont emprunté leurs thèmes à d'autres mouvements qu'on a vus à l'œuvre dans pratiquement toute l'Europe et en particulier en France avec la montée de Le Pen ou des votes "apolitiques". La "Ligue lombarde" a certes un visage moins politique qu'un Le Pen et elle prend d'ailleurs des voix aux néo-fascistes du MSI, le Mouvement Social Italien. Mais ce dernier parti est un parti national, qui pouvait difficilement se lancer dans une démagogie contre les "méridionaux" alors que le Sud est un de ses fiefs. D'autre part il a pâti certainement d'être depuis longtemps inséré dans les institutions, d'être trop compromis par son propre passé qui fait qu'il peut difficilement apparaître comme un parti "nouveau".

La "Ligue lombarde" était donc en meilleure situation pour tirer parti des thèmes xénophobes et d'une sorte de propagande poujadiste contre l'Etat et les partis, empreinte de localisme et de régionalisme "à l'italienne", se dissimulant derrière une façade rassurante d'apolitisme, pour s'appuyer malgré tout sur les préjugés les plus réactionnaires et les mieux ancrés contre les méridionaux ou les "étrangers".

Que la montée des "ligues" témoigne d'une évolution du balancier électoral vers la droite, c'est ce que confirme par ailleurs la baisse des voix du Parti Communiste. Le secrétaire général de celui-ci, Achille Occhetto, a eu beau tenter de conjurer le danger en promettant que, d'ici un an, son parti aura abandonné l'étiquette "communiste" et rompu tous les ponts avec son passé, cela n'a pas empêché le PC italien de passer à 23,6% des voix, perdant 5% par rapport aux élections européennes de l'an dernier (il avait recueilli alors 28,6% des voix) et 6,6% par rapport aux précédentes élections régionales de 1985 (où il avait obtenu 30,2% des voix). Il est vrai qu'Occhetto avait préparé d'avance son explication, disant que, si le PC ne s'était pas engagé comme il l'a fait sur la voie de l'abandon de l'étiquette communiste, le résultat de toute façon aurait été pire...

En fait, en se reniant lui-même, si le PC contribue à démoraliser ses propres militants, il n'enraye même pas la baisse de ses voix. En revanche, il renforce encore la droite et finalement les courants politiques et les idées les plus réactionnaires. Au point qu'aujourd'hui le Parti Socialiste de Craxi lui-même fait grise mine. Alors qu'il espérait être le principal bénéficiaire de la baisse du PC, le PS reste pratiquement stable avec 15% des voix, contre 14,9% aux européennes et 13,3% aux régionales de 1985. Les voix perdues par le PC ont été plutôt vers les "ligues".

Et si la politique du PS et du PC italiens ont contribué à démoraliser la classe ouvrière et à la priver de perspective, ces deux partis risquent aussi d'en être eux-mêmes les victimes.

André FRYS

Gamma

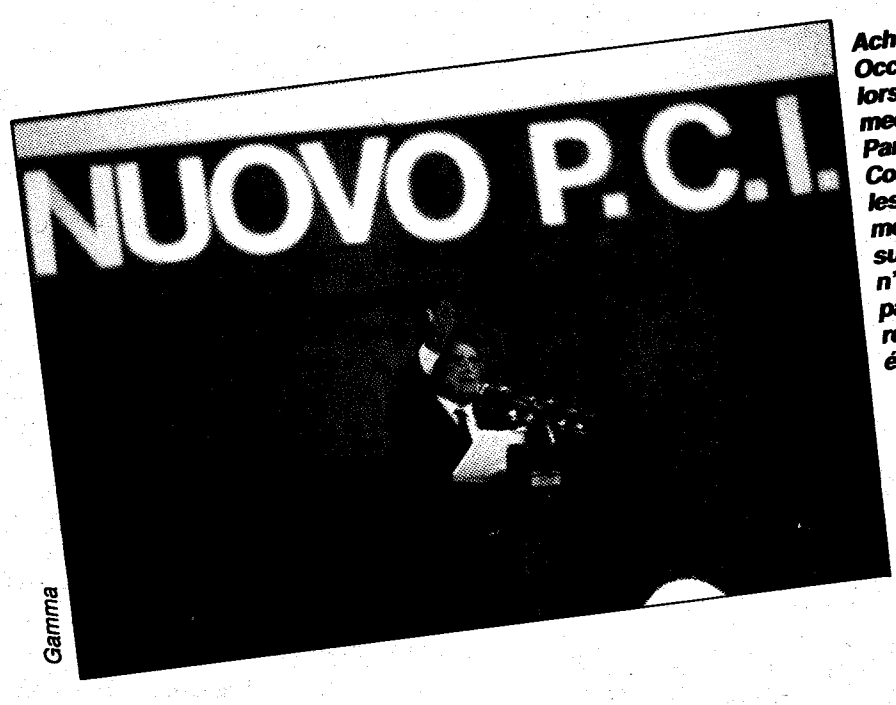
Giorgio Almirante, leader du MSI, lors d'un meeting du MSI en 1976. En 15 ans l'extrême-droite s'est développée et diversifiée.

BOKASSA FILS ÉCROUÉ

Le fils de l'ex-empereur Bokassa s'est fait pincer en Suisse où il est inculpé et écroué pour escroquerie. Il avait soutiré de l'argent à des gogos qui avaient cru qu'il allait le multiplier... alors qu'il le faisait disparaître.

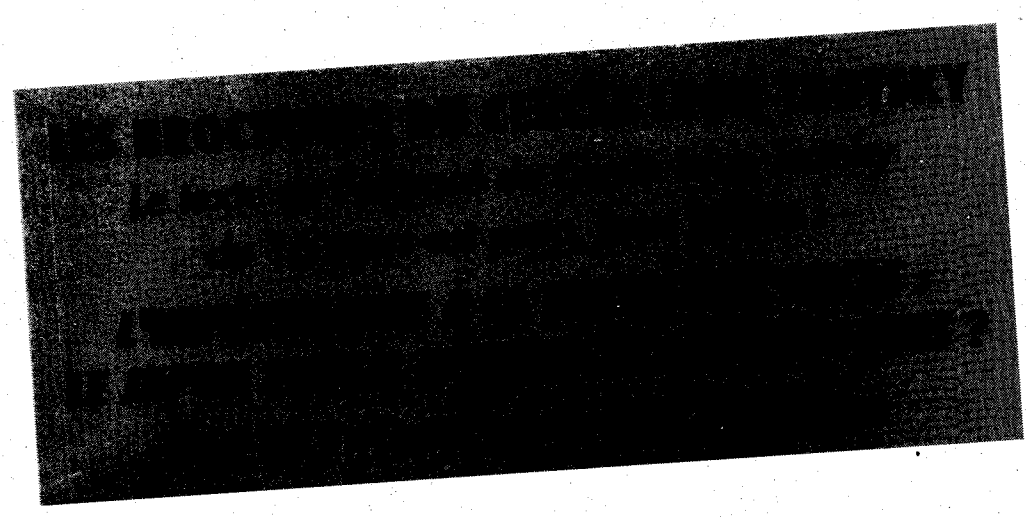
Bokassa 1er, lui, pendant que disparaissaient les richesses de Centrafrique au profit de sociétés surtout françaises, se servait au passage et distribuait même quelques diamants par-ci par-là à des chefs d'Etat. Il se débrouillait mieux, et il a tenu plus longtemps.

Vraiment, tout dégénère...



Gamma

Achille Occhetto, lors d'un meeting du Parti Communiste : les renoncements successifs n'arrêtent pas les reculs électoraux.



LA LOI DES VAINQUEURS IMPÉRIALISTES DONT LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE A FAIT LES FRAIS

Le 8 mai 1945, la fin de la g

Aujourd'hui, à la faveur de la chute du régime de la RDA, la presse ouest-allemande feint de «révéler» que d'anciens camps de concentration hitlériens furent réutilisés par les Soviétiques et que des dizaines de milliers de détenus y périrent de froid, de faim, de maladie (et sans doute un certain nombre sous les balles du NKVD). Cette presse à vrai dire ne manque pas d'hypocrisie. C'était alors connu et admis par les Alliés occidentaux, qui avaient eux aussi leurs propres camps où les prisonniers étaient aussi détenus dans d'effroyables conditions. Les uns et les autres étaient tout à fait au courant des crimes du voisin, et ils se communiquaient même leurs chiffres.

Mais pendant longtemps, les faits ont été occultés. Le mythe de la victoire de la démocratie sur le fascisme s'accommodait mal d'une publicité trop grande sur les atrocités commises du côté «allié», à commencer par les bombardements systématiques des populations ouvrières allemande et japonaise, conclus par le feu d'artifice d'Hiroshima. Aujourd'hui, les Grands en parlent plus librement, d'autant plus qu'à «4+2» ils se réunissent, héritiers de tous les camps confondus, pour célébrer leur nouvelle entente...

Pour la classe ouvrière pourtant, le 8 mai 1945, même si la date marquait la chute d'une des formes les plus barbares de la domination politique de l'impérialisme, n'était pas une victoire. C'est contre elle que l'impérialisme finalement réussissait à marquer des points.

«RESPONSABILITE COLLECTIVE»... MAIS LES TRAVAILLEURS PAIENT DAVANTAGE QUE LES BOURGEOIS NAZIS.

Quand, le 8 mai 1945, les chefs militaires allemands capitulèrent à Berlin, toute l'Allemagne était déjà sous le contrôle des armées alliées, qui avaient fait leur jonction sur l'Elbe le 25 avril. Hitler s'était suicidé le 30. Les vainqueurs exigèrent une reddition sans conditions et prirent eux-mêmes officiellement en charge l'autorité supérieure en Allemagne.

Réunis à Postdam en juillet, ils définirent leur politique pour l'immédiat : *«Les armées alliées procèdent à l'occupation de toute l'Allemagne, et le peuple allemand commence à expier les crimes terribles qui ont été commis sous la direction de ceux qu'il a ouvertement approuvés et auxquels il a aveuglément obéi du temps de leur succès». «Le peuple allemand doit être convaincu qu'il a subi une défaite militaire totale et qu'il ne peut se soustraire à la responsabilité dont il s'est lui-même chargé par ses actes, ses méthodes de guerre sans pitié et la résistance fanatique des nazis qui a détruit l'économie allemande et rendu inévitables le chaos et la misère».*

Responsabilité, culpabilité collectives : une telle insistance répondait à des préoccupations politiques et non à des exigences morales !

Les dirigeants américains et britanniques, tout comme Staline, craignaient que l'effondrement du régime nazi n'entraîne une situation de crise politique, voire une situation révolutionnaire. Ils craignaient toujours la classe ouvrière allemande, et voulaient achever de la briser.

Ce n'était pas nouveau de leur part. Ils avaient pris les devants. L'historien militaire anglais Basil Liddell Hart rapporte par exemple que, dès février 1942, l'état-major britannique avait spécifié *«dans une nouvelle directive que la campagne de bombardement devait maintenant être centrée sur le moral de la population civile ennemie et, en particulier, des ouvriers industriels. Tel devait être «l'objectif primordial».* On était encore en pleine guerre. Mais au début de 1945, l'issue des derniers combats ne faisait plus aucun doute lorsque fut prise *«la décision délibérée de remettre au premier plan la création de la terreur au sein de la population allemande. (...) Le 27 janvier 1945, Harris* (c'était l'officier commandant l'aviation de bombardement, NDLR) *reçut l'ordre de lancer des raids dans ce but, qui prit ainsi la seconde place dans l'ordre des priorités, après les installations pétrolières et avant les lignes de*

Les reportages d'Isaac D

QUATRE PUISSANCES OCCUPANTES UNIES POUR FAIRE RÉGNER LEUR ORDRE

Ph. Arc

Femmes dégageant les décombres au lendemain de la capitulation.

Isaac Deutscher, militant communiste juif polonais entré en 1927, à l'âge de 20 ans, au Parti Communiste Polonais illégal, exclu de celui-ci en 1932 pour sa critique de la dégénérescence stalinienne de l'URSS et de la politique de capitulation de l'Internationale Communiste devant la montée du nazisme, membre de l'opposition trotskyste, s'est consacré après-guerre à une activité de journaliste et d'historien. Isaac Deutscher est connu en France pour ses deux biographies de Staline et de Trotsky, son admiration et ses sympathies politiques allant évidemment au second. Mais Isaac Deutscher est aussi l'auteur de *Reportages sur l'Allemagne d'après-guerre*, articles rédigés en 1945 et 1946 pour l'*Economist* et l'*Observer* anglais (articles écrits en anglais, traduits et rassemblés dans un ouvrage en allemand en 1980, mais jamais publiés en français).

Deutscher et sa compagne Tamara étaient surtout en quête, dès cette fin mai 1945 en Allemagne, de ce qui pouvait rester du mouvement ouvrier, communiste et socialiste. Après douze ans de nazisme, où en étaient la classe ouvrière et ses militants ? Quels étaient leurs sentiments et leurs perspectives ? La révolution avait-elle à nouveau ses chances ? Voici quelques passages de ces textes.

Le 8 mai 1945

uerre

mmunication. En conséence, la lointaine ville de esde fut soumise à une attae dévastatrice à la mirier, avec l'intention délibéde répandre la terreur rmi la population civile et réfugiés, en attaquant le tre de la ville et non pas les nes ou les voies ferrées».

La politique qui fut menée ns chaque zone en 1945-46 le pendant en temps de ix, vis-à-vis d'une populan en pleine détresse, de e politique d'intimida-n.

Plus de trois millions d'Alands étaient morts sur les mps de bataille. 700 000 ls étaient morts à l'Ouest, s historiens évaluent à un lion et demi les «disparus» territoires de l'Est. Les s étaient des champs de es où les gens s'entasnt dans les caves, voire les etières, réduits à la ine. La situation était tant plus catastrophique ffluait une foule de réfude l'Est et d'Allemands lsés de Pologne, Tchéovaquie, Hongrie, entre et quatorze millions de onnes chassées sur les es.

PECHER SURUT TOUT VIDE ATIQUE!

ns ce chaos, les gouvermilitaires eurent une té : faire en sorte que la tion des pouvoirs entre gime nazi en train de ndrer et le régime d'occupation en train de se mettre en place soit aussi rapide et surtout aussi contrôlée que possible. Dans la zone britannique, on jugea utile de maintenir des unités de la Wehrmacht en armes après la capitulation du 8 mai. Il fallait maintenir la population, les travailleurs, dans la soumission et la crainte, en plus du dénuement ; il fallait qu'en aucun cas ils ne cherchent à s'en prendre aux responsables, à ceux qui avaient prospéré à l'ombre du nazisme et de la guerre, à ceux qui avaient fait régner la terreur dans leur quartier, qu'en aucun cas ils ne songent à régler leurs comptes eux-mêmes. Toute initiative venant d'en bas était suspectée.

LA PRETENDUE DENAZIFICATION

Le processus officiel dit de la «dénazification» fut placé sous le contrôle des officiers occupants, qui mirent sur pied des tribunaux spéciaux, où les anti-nazis, communistes, socialistes, syndicalistes, furent bien vite indésirables. L'administration américaine mit au point un long questionnaire destiné non seulement aux ex-membres du Parti Nazi, mais aussi à tous ceux qui avaient été membres de l'une ou l'autre de ses multiples organisations d'encadrement de la vie sociale. Des millions de gens devaient être ainsi passés au crible et classés en 5 catégories, suivant leur degré de «culpabilité».

Bien entendu, mis à part quelques crapules par trop voyantes condamnées en grand spectacle (en particulier au procès de Nuremberg), l'«épuration» s'abattit essentiellement sur les sans-grade, ceux qui n'avaient pas les moyens de se dédouaner ou de se mettre à l'abri, ceux qui ne purent pas profiter du trafic des certificats susceptibles de les blanchir (baptisés «Persilscheine», certificats Persil), ni disparaître dans la masse, comme un Klaus Barbie – entre autres – qui put demeurer en zone américaine sans être inquiété, jusqu'en 1950. Ce fut une dérision sinistre. Combien d'industriels, de magnats de la finance et de la presse, avaient pu se permettre de ne pas adhérer formellement au Parti Nazi, tout en le finançant ! Combien de «managers» passèrent au travers, sous prétexte que leur collaboration aurait été «technique» et non politique, et qu'on avait besoin de leur «compétence» pour remettre l'économie en route !

A travers cette entreprise de prétendue régénération démocratique, il y avait une politique de classe précise, dont le premier but visait à préserver la continuité de l'Etat. C'est ainsi que la plupart des juges, par exemple, qui avaient prononcé sous Hitler des milliers de condamnations à mort, furent réintégrés en 1951 avec tous leurs droits, comme si de rien n'était.

Dans la zone d'occupation soviétique, les choses ne se passèrent pas de façon fondamentalement différente. On «dénazifia», là aussi, pour la façade, avec la même propension à délivrer des attestations de bonne conduite aux gens bien placés et à réemployer les compétences. Les méthodes de Staline furent sans aucun doute plus brutales. Et c'était une politique délibérée. Il s'agissait aussi et surtout de faire comprendre à tous les ouvriers communistes, à tous les ouvriers socialistes, à tous ceux qui espéraient un réel changement social, si ce n'est une révolution, que l'Armée Rouge n'était pas rouge, que les dirigeants soviétiques n'étaient pas des communistes, que la lutte pour le communisme n'était plus à l'ordre Il s'agissait de démoraliser complètement la classe ouvrière, de tuer l'espoir, et avec lui la combativité.

Christiane LE GUERN

Ph. Arc

Montgomery, Eisenhower, Joukov et de Lattre de Tassigny, au nom des puissances qu'ils représentent, veulent instaurer leur ordre.

Un témoignage sur l'époque

"Automne allemand" de Stig Dagerman

A l'âge de 23 ans, à l'automne 1946, un jeune journaliste et militant anarchiste suédois, Stig Dagerman, fait le voyage en Allemagne. Il décrit les ruines et les habitants réduits à l'état de troglodytes, l'hypocrisie de la prétendue dénazification, la détresse matérielle des gens du peuple, comme le drame des anti-nazis mis dans le même sac en matière de prétendue «responsabilité» que les quelque sept millions de membres du parti de Hitler... que les Alliés (occidentaux et soviétiques) sont allés repêcher parce qu'ils avaient besoin, par crainte de la classe ouvrière, de remplir au plus vite le vide étatique engendré par l'écroulement du nazisme.

Le petit livre de Dagerman est extrêmement percutant. Il peut paraître cynique parfois, mais c'est le point de vue d'un militant détaché des hypocrisies ambiantes (celle des bourgeois prétendus «démocratiques» comme celle des staliniens) et il est en fait profondément humain.

Automne allemand de Stig Dagerman «Actes Sud». 59 F.

tscher dans l'Allemagne d'après-guerre

interdiction des Alliés faire de la politique t les nazis." (Munich, mai 1945)

forces d'occupation militaire ont interdit nce et l'activité de tous les partis et organisapolitiques (...) Il y a pourtant un certain e d'Allemands qui s'interrogent sur l'avenir et ent à se forger une opinion politique (...). La on actuelle les rend très soucieux et mal à ls sont surpris de la relative mansuétude avec les nazis et leurs proches collaborateurs, iels, gros fabriquants, employés, sont traités. ıt les voir traverser en tous sens Munich en , munis de laissez-passer des autorités d'occ qui leur ouvrent toutes les portes, du g-gum entre les dents et la cigarette amériux lèvres. C'est dur pour les anti-nazis mal ıi, pour rentrer chez eux, traversent à pied les ruines d'une ville où il n'y a quasiment plus de tramways ou de bus.

"Vie en ruine. Effets des décrets alliés." (22 juillet 1945)

A Munich, tous les établissements d'enseignement sont fermés. Les enfants ne vont pas à l'école. Les Allemands ne sont pas encore autorisés à enseigner. Il y a pourtant une exception. Le catéchisme a déjà repris et les enfants d'âge scolaire sont invités à y participer deux fois par semaine. Un Allemand pourtant, qui pour ses idées anti-nazies a passé quelques années au camp de concentration de Dachau, n'a toujours pas le droit de parler publiquement, d'éditer aucun journal, d'ouvrir aucune école ni d'enseigner à quiconque. Libéré d'un camp de concentration, il est soumis comme tous les autres Allemands à toutes les interdictions possibles.

"Charbon de la Ruhr." (Septembre 1945).

Après quelques semaines de «supervision» américaine, les Britanniques se sont emparés des mines de charbon de la Ruhr. En deux semaines, ils ont mis sur pied un appareil administratif pour l'extraction et la répartition du charbon.

Pendant la guerre, les mines tournaient avec plus de la moitié d'effectifs «étrangers». En avril de cette année, les mines en sont arrivées à un total arrêt. Les étrangers sont repartis chez eux. Beaucoup de vieux mineurs allemands ont suivi leur exemple. Il y a eu comme une soulèvement révolutionnaire des «compagnons» contre administration et direction nazies, jusqu'à ce que l'armée américaine occupe la Ruhr. La politique américaine visait à la restauration de l'autorité des directions d'entreprises, après quelques simples changements de personnes. Cependant,

Suite des reportages d'Isaac Deutscher page suivante.

...des pages 8 et 9

Les reportages d'Isaac Deutscher dans l'Allemagne d'après-guerre

QUATRE PUISSANCES OCCUPANTES UNIES POUR FAIRE RÉGNER LEUR ORDRE

Ph. Arc

Francfort-sur-le-Main en 1945.

les relations entre patrons et ouvriers ne redevinrent pas sereines.

"La Ruhr silencieuse." (janvier 1946)

Avant la guerre, Essen comptait quelque 700 000 habitants. Presque toute la grande ville de l'acier s'accrochait comme du lierre autour des usines Krupp. Peu de temps après le cessez-le-feu, il ne restait plus que 200 000 habitants dans la ville. 88 % des habitations étaient totalement détruites. Pourtant, l'ancienne population de la ville est revenue, vers un bout de terre et du travail. Dans des caves, des cabanes de glaise, des tranchées et autres «bunkers», une foule de presque 400 000 personnes s'est déjà nichée.

Les directeurs de Krupp assurent allègrement que la firme n'a pas soutenu le national-socialisme. Le vieux Gustav Krupp et son fils héritier Alfred sont entrés au Parti Nazi, mais très tard et sous la pression odieuse des cercles gouvernementaux ! Ils n'avaient pas d'autre choix ! Et les livres de comptes sont en état de prouver que les sommes versées au Parti Nazi sont ridicules et insignifiantes. Cela dit, la firme a prospéré avec le régime et la guerre. Dans les premières années du conflit, quand Hitler a cru qu'il avait déjà conquis toute l'Europe et qu'il a réduit les dépenses militaires, les profits de Krupp ont dégringolé. Mais ils sont remonté en 1942, quand les armées allemandes foncèrent sur la Volga et le Caucase et engloutirent des masses énormes de canons et d'acier. Mais Krupp (...) a défendu avec un art consommé la thèse de sa non-culpabilité, de son mépris de toujours pour le lumpenproletariat fasciste, de ses sentiments trop longtemps réprimés en faveur d'une Europe libérale, en faveur de la chrétienté, de la civilisation et de la morale. Ce grand bourgeois allemand aurait trahi ces belles valeurs lorsque, quelques années auparavant, par peur du communisme et du socialisme, il s'est jeté dans les bras du national-socialisme.

Mais c'est avec succès que la grande bourgeoisie allemande implore aujourd'hui auprès des Alliés de voir reconnu et maintenu son droit à la propriété, comme si elle n'avait pas pris part au pillage de cette Europe conquise par Hitler. Et ses usines ont été épargnées par les bombardements, ou presque.

Un militant social-démocrate parle avec précision de la vie des mineurs : «*Le monde ne sait pas quel enfer nous avons connu. La Ruhr a toujours été rouge et l'est restée pendant ces terribles années. Cernés par les espions et les mouchards hitlériens, nous ne pouvions rien organiser contre le régime. Ici, dans cette mine, je ne pouvais même pas trouver de travail ces dernières années. Et la direction de la mine avait un camp de concentration sous sa direction dans lequel en permanence environ 50 % de mineurs allemands de l'usine étaient parqués, des communistes en majorité. Le camp de concentration était de fait un atelier de*

Ph. Arc

Quelques chewing-gums quand même pour la population occupée.

l'entreprise. Et ce sont précisément ceux d'entre nous qui haïssaient ce régime, qui ont supporté le plus durement les coups de la guerre. C'est nous qui avons perdu nos maisons sous les bombes, nous dont aujourd'hui les familles souffrent de la faim plus que d'autres. Depuis 1917, on n'avait pas connu une telle famine. On donne aujourd'hui 3 200 calories par jour au mineur, pour qu'il ait assez de forces au travail. Mais la famille du mineur ne reçoit que 800 à 1 000 calories. Au début, le mineur emportait chez lui sa ration pour partager avec sa femme et ses gosses. C'est là que les autorités ont décidé de donner cette ration sous forme de soupe et de plats chauds, à consommer obligatoirement sur place ! Mais le mineur a sa dignité et ses sentiments et, au travail, la souffrance à la pensée que sa famille est affamée fait chuter la productivité ! »

Mais le pire, c'est quand le mineur voit qu'ici rien n'a changé. Les hommes reviennent des camps de prisonniers et se présentent pour du travail auprès des bureaux d'embauche. Mais qui règne aujourd'hui dans ces bureaux ? Les mêmes hommes qui, il y a peu, décidaient encore qui allait être envoyé dans les camps de concentration de la mine. C'est toujours d'eux aujourd'hui que dépend quel travail tel ou tel camarade va obtenir. Même le chef de la police de la ville est resté en place ! On nous parle de nettoyer l'Allemagne de la peste brune. Mais tout se passe autrement. Les partisans de Hitler sont toujours en poste, et le simple mineur est traité comme si, lui, il avait été un fasciste hitlérien».

"L'anti-nazisme, la nouvelle croyance allemande." (2 septembre 1945)

Quelle force a le communisme dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? On entend tous les sons de cloche, du côté des forces d'occupation comme du côté de la population allemande. Certains disent que son influence serait très grande, d'autres qu'elle serait très réduite. Tant que le pays n'aura pas eu d'élections libres, on ne pourra faire que des suppositions. Le jour du cessez-le-feu, les sympathies communistes semblaient largement répandues dans la classe ouvrière allemande. En Allemagne comme ailleurs aussi, le Parti Communiste était celui qui avait fait le maximum de sacrifices. C'est de la faucille et du marteau qu'était venue la résistance la plus forte à la croix gammée ; et l'Armée Rouge était puissante, elle avait vaincu de façon si fracassante.

Après quelques mois, les sentiments communistes semblent pourtant refluer. Sous les auspices soviétiques, huit à dix millions d'Allemands sont chassés de leurs terres de l'Est. En conséquence, l'esprit communiste est aussi chassé d'Allemagne. Dans la Ruhr, des mineurs écoutent encore attentivement les émissions de radio-Berlin. Ils écoutent les contes roses sur les bonnes rations alimentaires et la renaissance de la démocratie dans la zone soviétique. Mais ils écoutent aussi les nouvelles sur la famine dans la même zone, et le démontage et le transport des usines allemandes vers l'URSS.

A Hambourg, c'est un fait qu'aux élections d'entreprise qui ont eu lieu au début de l'été (1945) dans quelques chantiers navals, environ 75 % de communistes et 25 % de socialistes ont été élus. Mais on croit que le nombre des partisans des communistes s'est considérablement effondré depuis que les nouvelles arrivent sur la façon dont les Soviétiques se comportent dans leur zone.

"Sept millions d'Allemands morts pendant la guerre. La curée des vainqueurs..." (7 octobre 1945)

Aucune armée alliée peut affirmer qu'elle n'a pas usé du douteux «droit des vainqueurs». Ce n'en est pas moins un fait que les troupes britanniques ont commis incommensurablement moins d'exactions que toutes les autres. Les Russes et les Français ont été les pires, tandis que les Américains ont emprunté la voie moyenne. Chaque nation a procédé à la curée à sa façon.

La «curée» américaine a surtout consisté à rapporter le maximum de «souvenirs» d'Allemagne. Si la taille du Reichstag avait pu être considérablement réduite, de telle sorte qu'il puisse être transporté, le célèbre bâtiment aurait depuis longtemps été chargé dans une jeep. Mais ni les Américains, ni les Anglais n'ont dérobé aux Allemands des biens de première nécessité. Les soldats américains et britanniques étaient eux-mêmes bien mieux nourris et vêtus que la population allemande. Les Russes au contraire se sont précipités sur l'Allemagne comme un essaim de sauterelles affamées. Ils sont arrivés aussi avec le sentiment de rapporter chez eux ce que les Allemands leur avaient volé. Et le contenu d'une armoire ordinaire de vêtements allemande représentait une véritable caverne d'Ali-Baba pour chaque soldat soviétique. Le comportement des soldats soviétiques, cela dit, a eu un écho politique tenace et large. Les commentateurs politiques sont unanimes à penser que l'influence du communisme, au moins dans la zone soviétique, a atteint son point le plus bas.

Afrique du Sud

Premières discussions officielles entre le gouvernement et l'ANC

L'ANC DONNE DES GAGES À DE KLERK

Trois mois après la libération de Nelson Mandela, la première rencontre officielle entre des représentants du gouvernement sud-africain et une délégation de l'ANC, le Congrès National Africain, (dans laquelle se trouvaient Joe Slovo, dirigeant du Parti Communiste et bête noire du régime, ainsi qu'un représentant de l'organisation qui constitue le bras armé de l'ANC) s'est terminée vendredi 4 mai par *«un engagement à lutter contre la violence et l'intimidation d'où qu'elles viennent»*.

Pour sa part, le gouvernement de De Klerk en est resté au stade des promesses (sans délai de réalisation) concernant l'amnistie des prisonniers politiques, la révision de la législation sur la sécurité et la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis cinq ans. Autant de déclarations de bonnes intentions qu'une partie de la base de l'ANC trouve visiblement insuffisantes et dont plusieurs organisations nationalistes rivales de l'ANC dénoncent les ambiguïtés.

Quant aux dirigeants de l'ANC, ils ont explicitement affirmé leur volonté de *«réexaminer entièrement la question de la lutte armée»*.

On en est encore aux discussions préparatoires, aux déclarations d'intentions, mais tout permet de penser que, quelles que soient les péripéties, un compromis politique est en cours de réalisation entre le gouvernement sud-africain et les représentants de l'ANC jusque-là «bannie».

Ce compromis, qui remettrait en cause, en grande partie au moins, le système raciste de l'Apartheid en vigueur depuis des décennies, consacrerait aussi la place de l'ANC dans la vie politique et sociale. Il ferait de celle-ci un des remparts capables de protéger l'ordre social dont tous les politiciens savent parfaitement qu'il perpétuera – même sans Apartheid – l'exploitation des masses populaires noires, la misère dans les townships et les inégalités sociales criantes.

Dans ce contexte, le problème du renoncement à la lutte armée est un problème délicat pour l'ANC. Ce n'est pas que ce renoncement constitue une rupture avec sa politique fondamentale. Cette organisation nationaliste est depuis toujours partisane d'un compromis le plus pacifique possible avec le pouvoir. Elle n'a pris position en faveur de la lutte armée qu'au moment de son interdiction au début des années soixante. Et pendant longtemps la «lutte armée» ne s'est traduite que par des attentats, l'organisation de camps où se retrouvaient les victimes de la répression. Et quand, entre 1984 et 1986, une vague d'explosions sociales secoua tout le pays, les dirigeants de l'ANC se sont bien gardés d'armer les masses populaires en lutte. Là encore, la lutte armée était davantage un drapeau, un cri publicitaire, qu'un moyen de donner au prolétariat sud-africain – qui était l'aile marchante de toutes ces luttes – le moyen de se défendre et de vaincre. Enfin quand les dirigeants de l'ANC ont organisé des groupes de jeunes ou les ont laissé s'armer, c'était le plus souvent pour procéder à des règlements de comptes entre organisations rivales ou entre tendances opposées.

Néanmoins cette référence à la lutte armée et toute la propagande faite autour ont incontestablement été un des éléments qui ont donné à l'ANC son visage d'organisation radicale. Et c'est bien pourquoi les dirigeants de cette organisation sont prudents dans leur façon de renoncer à cet aspect de leur politique, si symbolique soit-il finalement.

Les dirigeants de l'ANC savent que la place que la bourgeoisie sud-africaine leur fera demain dans la vie politique dépend en partie de leur crédit dans les masses. Or si demain le mécontentement, les déceptions devant la lenteur des réformes, la surenchère d'organisations rivales déclenchent de nouvelles explosions sociales, les Mandela et les Slovo seront jugés par les classes possédantes sur leur capacité à endiguer la crise sociale. C'est bien pourquoi les dirigeants de l'ANC doivent à la fois tout faire pour contenir les mouvements sociaux (et la situation dans certains townships semble tendue) sans se déconsidérer.

On n'a sans doute pas fini de voir ces dirigeants souffler tour à tour le chaud et le froid, préconiser un jour le calme et le lendemain reprendre un langage guerrier pour tenter de contrôler les classes populaires et de maîtriser une évolution qu'ils souhaitent voir se développer en dehors des pressions de celles-ci.

Henriette MAUTHEY

(AFP)

C'était en 1985. Dans les townships chaque enterrement des victimes de la répression se transformait en une manifestation de colère.

4 mai 1990 : une entente au sommet que Mandela et les dirigeants de l'ANC souhaitent mener à terme loin de la pression des masses.

Les ministres des Finances des sept plus grands pays industriels (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie) se sont réunis début mai à Washington en compagnie des gouverneurs des Banques centrales de ces pays, dans le cadre du Fonds Monétaire International. Et une fois encore, il a beaucoup été question de comment faire payer les pays pauvres.

Ce cénacle des grands financiers mondiaux a décidé de relever de 50% les ressources du FMI, portant celles-ci à quelque 60 milliards de dollars, soit 340 milliards de francs, pour son prochain budget. L'annonce de cette mesure a été accompagnée d'un communiqué commun aux sept pays précisant que *"l'augmentation des ressources de 50% permettra au Fonds de remplir ses responsabilités centrales dans l'économie mondiale"*. En fait, cette augmentation servira peu, pour ne pas dire pas du tout, aux pays qui ont le plus besoin d'aide.

Les ressources proviennent des quotes-parts versées par tous les Etats membres, en fonction de la richesse de leur économie, et donc principalement des Etats industriels les plus riches. Les plus pingres, aussi : le directeur du FMI lui-même aurait demandé que les ressources du FMI soient augmentées de 100% et non de 50%, ce que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Arabie Saoudite ont refusé. D'autre part, la décision de cette progression limitée des ressources du FMI s'accompagne d'une autre décision visant à pénaliser très durement les Etats membres qui seraient en retard de paiement. Les pays les plus démunis seront ainsi les plus touchés par l'arrêt des prêts, des crédits bancaires et la suppression du droit de vote dans les décisions du FMI.

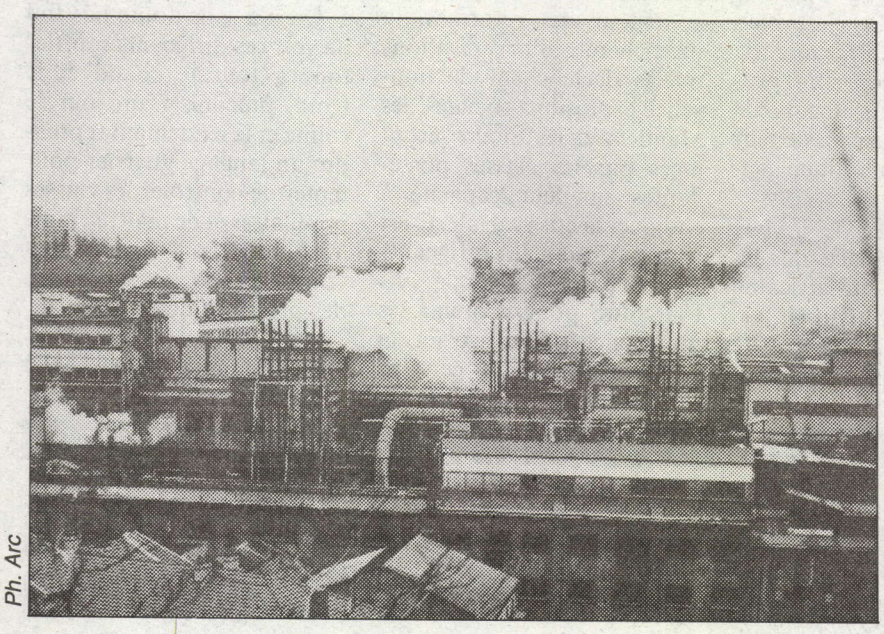
Ces mesures ne peuvent qu'aggraver la situation actuelle, déjà marquée par le fait que le montant des impayés a doublé en deux ans. Des 152 pays membres du FMI, la majorité est composée de pays pauvres, parfois aux abois, et dont les gouvernements ne savent que saigner à blanc leur population pour tenter de rembourser les fonds parcimonieusement prêtés, à des taux usuraires.

Mais ce n'est pas tout. De ces dettes qui étranglent les peuples du Pérou, du Soudan, de la Zambie et de tant d'autres pays pauvres, les riches tirent encore de l'argent : en revendant les "reconnaissances de dettes" sur les grandes places boursières, en spéculant sur les créances garanties en quelque sorte par le FMI. Elles devraient s'échanger en Bourse comme de vulgaires titres, de banales actions, et permettre à des hommes d'affaires en costume-cravate, bien nourris et très cultivés, de se bâtir des fortunes sur la dette d'un Tiers Monde en train de crever de faim.

L. P.

RHÔNE-POULENC

VERS UN MONDE MEILLEUR ?



Ph. Arc

Le groupe Rhône-Poulenc dépense des millions de francs, depuis des années, pour améliorer son image de marque auprès de la population. Rhône-Poulenc aimerait bien persuader la population qu'il n'a rien d'un sinistre pollueur préoccupé uniquement de profits et que tout au contraire grâce à Rhône-Poulenc nous nous dirigeons tout droit vers un "monde meilleur". Mais cela tient du conte de fée, plutôt sinistre, car en réalité en fait de "monde meilleur", c'est vers... l'autre monde que Rhône-Poulenc aurait tendance à envoyer les ouvriers de ses usines d'abord et la population ensuite par le biais des pollutions !

• Rhône-Poulenc tue sûrement

L'année dernière une vingtaine de travailleurs sont morts sur les sites Rhône-Poulenc à travers le monde ; sans compter tous ceux, difficilement chiffrables, qui y ont laissé leur santé.

Pour l'année 1990, la course aux profits risque d'être au moins aussi meurtrière, puisque rien que pour le mois de janvier, cinq accidents mortels se sont déjà produits : un travailleur écrasé par un wagon au Mexique ; un autre électrocuté au Brésil sur le site de Camaçari. Rhône-Poulenc devient vraiment une firme internationale !

• Quelle sale eau !

Ces derniers mois on a beaucoup parlé de pollution des eaux par les nitrates. Ces nitrates peuvent occasionner des intoxications graves, en particulier aux très jeunes enfants. Des coupables ont même été désignés en la personne des agriculteurs qui les utilisent en tant qu'engrais. De plus nous sommes prévenus que dans les années à venir nous risquons de payer notre eau potable deux fois plus cher justement pour la dépolluer.

Mais savez-vous que Rhône-Poulenc, à Pont-de-Claix, déverse chaque jour près de 15 tonnes de nitrates dans le Drac (rivière proche de l'usine), provenant de l'atelier Nitration du Groupe 6 ? Et cela sans qu'aucune administration ne trouve rien à redire. Cela mériterait sans doute d'être sanctionné, eh bien au contraire, RP vient de toucher des millions de francs de subvention de l'Agence de Bassin. La pollution reste une bonne affaire pour Rhône-Poulenc !

• Rhône-Poulenc tue lentement

RP ne se contente pas de polluer le Drac et la nappe phréatique. Beaucoup plus sournoisement, car cela ne se voit pas et parfois même cela ne se sent pas, il injecte massivement dans l'atmosphère des produits hautement toxiques.

Ainsi l'oxyde de carbone ; depuis sa création l'atelier TDI du Groupe 6 l'utilise en excès pour fabriquer du phosgène. Cet excès d'oxyde de carbone n'est pas récupéré et file directement de la cheminée du TDI à l'extérieur. Ce n'est pas rien car, en marche normale, ce sont environ 4 tonnes d'oxyde de carbone qui, chaque jour, sont rejetées dans l'air que nous respirons. La norme de toxicité (quantité à ne pas respirer plus de huit heures d'affilée) est de 50 grammes par mètre cube pour ce poison. En rejetant 4 tonnes par jour, RP empoisonne un volume de 2 km de long sur 2 km de large et 200 m de haut (largement tout Pont-de-Claix) et cela 24 heures sur 24 ! RP compte seulement sur le vent pour envoyer toute cette pollution... plus loin.

Bientôt il faudra payer le prix fort pour équiper les voitures d'un pot catalytique, afin d'éliminer justement les émanations d'oxyde de carbone. Mais pour RP aucun pot catalytique n'est obligatoire et aucun gendarme ne viendra lui demander sa carte antipollution.

Roubaix

Allocations en retard, c'est l'émeute

Vendredi 4 mai, dès 7 heures 15, à Roubaix une longue file d'attente s'était formée devant la poste principale, personnes venues dans le but de toucher les allocations familiales dont le paiement avait été retardé à cause du pont du 1er mai. Mais ce vendredi matin, la bande de paiement des allocations n'était toujours pas parvenue aux PTT...

Quand les trois cents personnes, massées dans la grande salle, se sont rendu compte que les postiers ne pouvaient pas leur délivrer l'argent, elles se sont alors mises en colère. Les mères de famille excédées criaient que leurs enfants avaient besoin de manger.

A bout de nerfs, les parents s'en sont alors pris aux plantes vertes et aux cabines téléphoniques.

Et toute la matinée jusqu'à treize heures, personne n'a bougé d'un pouce, malgré les différentes tentatives de pression du commissaire de police et de deux agents qui gardaient l'entrée.

Finalement, la CAF a envoyé différents agents payeurs équipés d'un minitel, permettant de vérifier les comptes, et un acompte de 500 F en liquide a alors été versé aux personnes qui attendaient.

Des événements semblables se sont produits dans différents bureaux de poste de l'agglomération, à Tourcoing par exemple. Ainsi en France, en 1990, ce ne sont pas les émeutes de la faim du Tiers Monde, mais des familles en sont tout de même à ne plus pouvoir attendre quatre jours pour le paiement de leurs prestations familiales.

IL A LA SANTÉ, LE MINISTRE !

Les dépenses de santé sont en progression, on nous le dit et le redit, et le ministre de la Santé, Claude Evin, appelle *"médecins et malades"* à *"faire attention"* ! Ces dépenses ont dépassé 500 milliards de francs en 1989, ce qui amène le ministre à tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

Il paraît que la progression des dépenses de santé est plus rapide que celle de la richesse nationale. (Les dépenses militaires aussi d'ailleurs sans que cela gêne les ministres...) Mais ce n'est pas que les dépenses de santé progressent trop vite, c'est plutôt que la richesse nationale - du moins celle des couches populaires - croît au ralenti dans cette période de crise où les patrons préfèrent spéculer qu'investir dans la production. Les malades qui ont besoin de se soigner n'y sont pour rien !

En fait les dépenses de santé représentent à l'heure actuelle environ un dixième de la richesse produite dans l'année. Ça ne paraît pas si fou de consacrer un dixième de la richesse produite annuellement à la santé qui est tout de même une des priorités. Cela fait en moyenne 8 920 F par personne pour l'année 1989. On peut dire qu'on dépense beaucoup plus pour se loger, par exemple, sans que vienne pourtant à l'idée de nos ministres de réduire autoritairement les loyers et de mettre leur nez dans les scandales de l'immobilier !

Alors il faut avoir du culot pour essayer de donner mauvaise conscience à ceux qui ont besoin de se soigner car ce n'est pas aux malades de restreindre *leurs* dépenses de santé.

Supprimer les gaspillages oui ! Mais il faudrait d'abord prendre sur les profits scandaleux que font les trusts pharmaceutiques au détriment de la Sécurité sociale en vendant les médicaments à des prix sans rapport avec le prix de revient ou prendre sur les revenus plus que confortables que s'octroie la médecine privée en utilisant pour son propre compte les structures hospitalières, ou tout simplement supprimer la TVA sur les dépenses de santé.

Il y aurait bien des moyens de "comprimer" les dépenses de santé injustifiées pour développer d'autant mieux celles qui sont utiles, en particulier les crédits aux hôpitaux publics ou à la recherche médicale...

Mais dans cette société, la santé des profits passe avant la santé tout court !

Dominique CHABLIS

RNUR BILLANCOURT (92)

200 F DE MOINS, VOUS TROUVEZ ÇA NORMALE ?

(AFP)

Dans son calendrier de fermeture de l'usine de Billancourt, la direction a prévu plusieurs étapes, dont la prochaine est le passage de l'île Seguin en normale dès le mois de juillet, avec une production de 280 véhicules/jour, contre 370 pour le moment en deux équipes. L'effectif de l'usine, actuellement de 3 500 personnes, devrait passer aux environs de 2 500 personnes.

A l'issue des premières réunions avec les syndicats, la direction a proposé un horaire de «normale décalée», avec deux possibilités quant à l'horaire de fin de travail :

-6 h 35 à 15 h 08 sur cinq jours ;

- ou bien 6 h 35 à 15 h 20 du lundi au jeudi et 6 h 35 à 14 h 20 le vendredi.

Dans les deux cas, le temps de repas sera de 45 minutes avec un service à 11 heures et l'autre à 12 heures.

Un sondage est effectué par la maîtrise pour savoir quel horaire sera retenu. Mais il y a deux points sur lesquels la direction se garde bien d'insister.

D'abord, le temps de présence à l'usine et surtout le temps passé en poste vont augmenter de façon importante (plus de trois heures par semaine), car le temps de repas n'est pas compris dans le temps de travail en «normale», contrairement à ce qui est obligatoire pour les équipes.

Ensuite, nos ressources vont baisser. En effet, si la prime d'équipe est garantie par l'accord d'entreprise en cas de passage en normale, la prime de casse-croûte, elle, ne l'est pas car en normale le temps de repas n'est pas payé. Cela se traduira au bout du compte pour les travailleurs par une perte de plus de 200 F par mois.

En somme, pour résumer, l'usine de Billancourt va fermer dans moins de deux ans et, sous ce prétexte, la direction veut encore augmenter l'exploitation : travailler plus et être payé moins, voilà ce qui nous attend. Un peu fort, non ?

Cela dit, même si actuellement l'ensemble des travailleurs ne se pose pas encore le problème (les départs en vacances vont commencer justement en juillet), il n'est pas dit que ces nouvelles attaques de la direction passent comme une lettre à la poste. Il y a tout juste un mois, l'usine était restée paralysée pendant 15 jours avec la grève de Sellerie-Mécanique, justement parce que la direction avait trop tiré sur la corde.

Correspondant LO

SNCM

MARINS EN GRÈVE

Les marins qui travaillent sur les ferries corses de la SNCM (Société Nationale Corse-Méditerranée) sont en grève. Motif, un nouveau ferry, *l'Ile de Beauté,* plus grand de 20 mètres, vient d'entrer en fonction. 20 mètres de plus, cela veut dire plus de frêt, plus de passagers, et plus de travail pour les marins qui réclament donc l'embauche de personnel supplémentaire. Logique, non ? Pas pour la compagnie. Pour elle, la seule rallonge admise, c'est celle du bateau, du boulot et... de ses profits.

GUADELOUPE

DANS LA BANANE, CE N'EST PAS DU GÂTEAU !

Depuis quelque temps, on assiste à une campagne des capitalistes de la banane et leurs représentants contre les travailleurs de la banane. Pour ces messieurs, ces travailleurs touchent des salaires trop importants pour le travail qu'ils accomplissent.

En effet, après T. Gédéon, le directeur général du Crédit Agricole en Guadeloupe, qui au cours d'une réunion de la Chambre d'Agriculture consacrée à la «commission Ripert» déclarait qu'il n'est pas normal que les ouvriers agricoles soient payés huit heures pour trois heures de travail effectives lors des travaux à la tâche, c'est au tour du préfet d'abonder dans le même sens. Pour M. Proust, il faut que l'ouvrier agricole travaille huit heures pour toucher un salaire équivalent à huit heures de travail.

Le prétexte invoqué est la concurrence des bananes des îles et pays voisins ou des Philippines, où les salaires des ouvriers agricoles sont scandaleusement bas, de 5 à 10 fois moindres que ceux des travailleurs d'ici.

En fait, ce que cherche tout ce beau monde, c'est à obtenir que les travailleurs de la banane travaillent plus pour les mêmes salaires. Il faut savoir par exemple que certains travaux d'entretien des bananeraies sont effectués à la tâche. Et dans ce cas, les travailleurs travaillent à des cadences infernales. D'ailleurs les accidents sont nombreux : fractures de membres, blessures par les coutelas, intoxication par les produits, etc. Et les patrons voudraient que ces cadences soient maintenues durant huit heures. S'ils arrivent à leurs fins, on voit tout l'intérêt qu'ils en tireront : diminuer les dépenses de salaires en diminuant sur le nombre de journées de travail et donc peut-être licencier ou ne pas remplacer les départs à la retraite.

Ce n'est pas la première fois que les patrons de la banane et leurs serviteurs cherchent à aggraver les conditions de travail dans la banane. Ils pensent que l'après-Hugo leur est favorable.

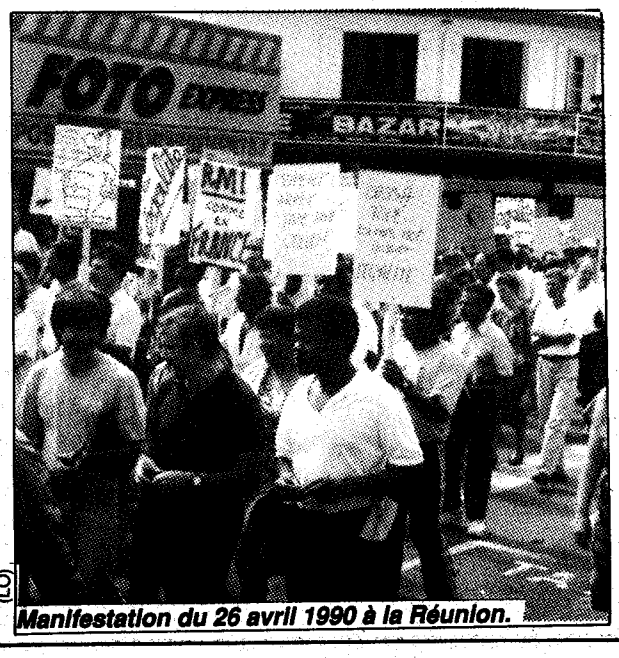
Les travailleurs de la banane leur prépareront certainement la réponse qui convient à leur tentative pour aggraver leurs conditions de travail et donc baisser leur niveau de vie.

(Extrait de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* – n° 537 du 5 mai).

LA RÉUNION

UNE JOURNÉE DE GRÈVE CONTRE LA BAISSE DES SALAIRES

Le 26 avril, à l'appel de l'intersyndicale, des milliers de travailleurs sont descendus dans les rues de Saint-Denis de la Réunion, pour manifester leur mécontentement. En fait il y avait une majorité de fonctionnaires venus en force, parce qu'ils sont directement visés par les conclusions de l'expert du gouvernement, Ripert, qui est parti dénicher dans les DOM quelques privilèges à supprimer (les 40 % de vie chère des fonctionnaires). Il ne s'agit bien entendu en aucune façon de toucher aux profits des patrons du bâtiment ou du commerce !



(LO)
Manifestation du 26 avril 1990 à la Réunion.

Dans cette manifestation, les plus exploités n'étaient pas là, ceux du bâtiment par exemple dont les salaires varieront en fin d'année entre 3 700 et 5 440 F net (après avoir eu l'augmentation de 6 % signée en avril par tous les syndicats ouvriers et le syndicat patronal, le SYPABAT).

A la Réunion, le SMIC est passé au 1er avril 1990 à 3 288 F net (4 010 F brut), mais nombreux sont les ouvriers agricoles, par exemple, à qui les gros propriétaires fonciers versent des salaires de 110 à 180 F pour des journées de travail de 10 heures (soit des salaires mensuels de 1 860 à 3 040 F, bien souvent non déclarés à la Sécurité sociale et aux caisses de retraite) !

Alors il faudra plus que des journées de grève sans lendemain pour casser la pression que les patrons exercent sur les salaires à la Réunion.

PARIS
19e ET 20e

A la demande de la mairie...

DES DIZAINES DE FAMILLES EXPULSÉES

A Paris, mercredi 2 mai vers 6 heures du matin, 48 familles (300 personnes dont 153 enfants), qui logeaient dans un immeuble ancien situé 67 rue des Vignoles (20e Art) et dans un immeuble HLM neuf au 92 rue de la Fontaine-au-Roi (11e Art), ont été expulsées par la police. La mairie de Paris avait obtenu de la justice une décision d'expulsion et a demandé à la police du ministre de l'Intérieur de réaliser l'expulsion.

Rue des Vignoles, il y a trois ans, un hôtel meublé a brûlé et une personne avait trouvé la mort. Les locataires, auxquels personne n'a proposé de logements, se sont alors relogés dans l'immeuble vide du 67 situé à côté. Cet immeuble n'est pas insalubre mais va être rénové.

Rue de la Fontaine-au-Roi, l'immeuble neuf était occupé depuis 18 mois par des familles lasses d'attendre depuis des années une réponse à leur demande de logement déposée en mairie.

Pour la plupart, les personnes expulsées, qui sont françaises, maghrébines ou africaines, ont des enfants. Or elles ont été dispersées le 2 mai dans des hôtels de différents arrondissements de Paris, où il leur est interdit de faire la cuisine. Le problème se pose aussi de la poursuite de la scolarité pour les enfants. La mairie de Paris a d'abord parlé de payer l'hôtel pendant trois jours, puis pendant une semaine, mais ne propose pas de logements.

Lors de l'expulsion, les gens n'ont pu emporter que le strict minimum. Les CRS, en armes, ont débranché aussitôt le téléphone et ont défoncé parfois la porte quand on ne leur ouvrait pas assez vite. Les meubles ont été envoyés dans des garde-meubles. Les gens ne savaient pas où ils étaient emmenés et où se contacter les uns les autres. Le 67 rue des Vignoles a été aussitôt muré.

Mais les familles expulsées appartenaient au Comité des Mal-Logés (constitué après les incendies criminels commis en 1986 dans le 20e), qui a donné rendez-vous le soir même à tout le monde place de la Réunion, dans le 20e, près de la rue des Vignoles, et appelait la population à les soutenir. L'occupation du square de la place de la Réunion a été décidée. Les personnes expulsées exprimaient leur colère. Elles s'estiment lanternées car elles ont toutes déposé une demande de logement en mairie depuis des années. De plus, des tractations étaient en cours pour une vente de l'immeuble du 67 rue des Vignoles à une société, «Le logement pour Tous», qui aurait peut-être apporté une solution.

Les familles, pour la plupart salariées, insistent sur le fait qu'elles sont prêtes à payer un loyer et à être relogées n'importe où dans la région parisienne. Les gens s'insurgent contre le fait que les médias parlent de «squatters» à leur propos : *«Ça donne l'idée que nous sommes des drogués, des marginaux. Ce n'est pas vrai. Nous avons un travail* (certains même à la mairie de Paris), *nous voulons vivre correctement, que les enfants aillent à l'école»*. Les travailleurs étrangers soulignent qu'ils sont en situation régulière en France.

Les personnes expulsées occupent donc depuis mercredi soir 2 mai le square de la place de la Réunion, à l'initiative du Comité des Mal-Logés, et exigent un relogement décent pour tous. Des associations, des syndicats et des organisations politiques ont apporté leur soutien. L'organisation Emmaüs a dès le soir même amené des matelas, des couvertures. Par la suite la police a tenté de s'opposer au déchargement de tentes, et de matériel mais a finalement reculé.

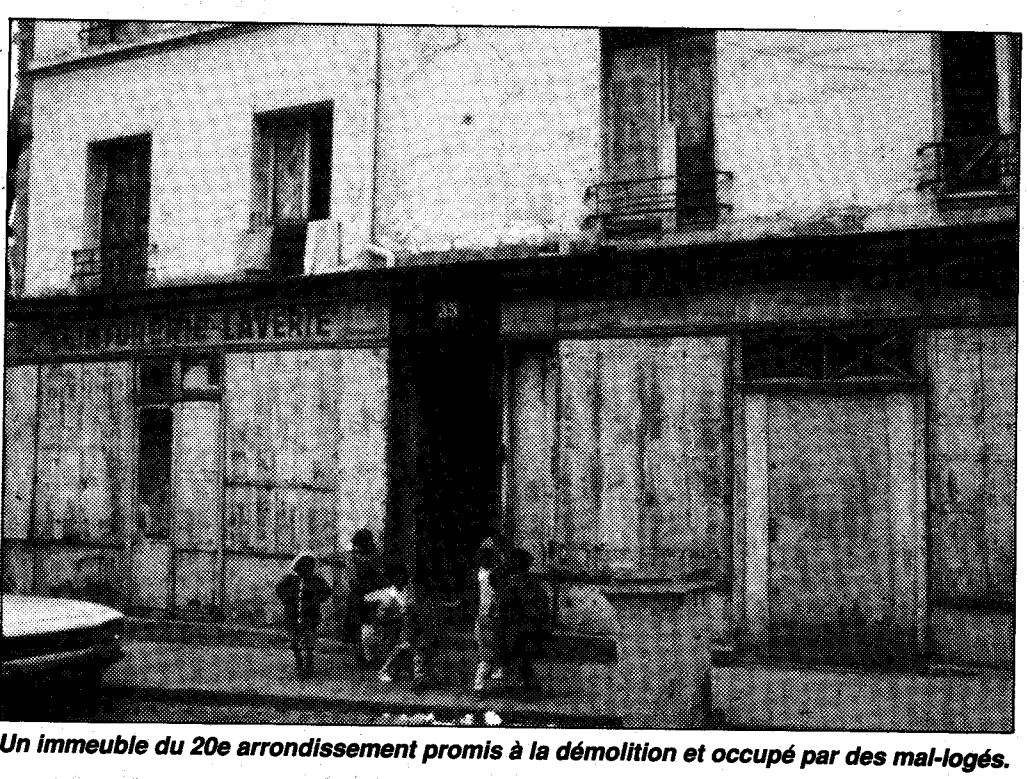
Une délégation des familles du 67 rue des Vignoles et du 92 rue de la Fontaine-au-Roi a été reçue à la préfecture lundi 7 mai. Mais leur interlocuteur n'a pris aucun engagement : il transmet les dossiers... D'autres expulsions ont eu lieu récemment à Paris, en particulier rue Petit dans le 19e Art, d'un hôtel meublé déclaré en péril. Et là, suite à l'occupation du parvis de la mairie du 19e par la vingtaine de personnes expulsées, un accord est intervenu pour un relogement définitif.

Il faut dire que tous les vieux quartiers populaires de Paris sont l'enjeu d'opérations immobilières extrêmement lucratives. Des immeubles neufs ont surgi dans le quartier même de la place de la Réunion, mais ils ne sont pas destinés aux travailleurs du quartier qui s'entassent dans des hôtels meublés ou dans les logements anciens. La responsabilité du gouvernement aussi bien que de la mairie de Paris est engagée dans ce processus. Un programme de construction de logements pour les travailleurs apporterait la solution, mais ce n'est la politique ni de la droite à la mairie ni de la gauche au gouvernement. D'ailleurs on ne voyait aucun représentant du PS parmi ceux qui ont apporté leur soutien aux expulsés...

Pour exiger que soient satisfaites les revendications présentées dans leur plate-forme, le Comité des Mal-Logés et les organisations signataires appelaient à manifester *jeudi 10 mai à 18 heures, place Gambetta* (mairie du 20e), pour le relogement immédiat et définitif de tous les expulsés dans des logements sociaux accessibles à leurs ressources, pour l'arrêt définitif des expulsions sans relogement décent et pour qu'un local soit mis à la disposition du Comité des Mal-Logés (car leurs deux permanences étaient dans les immeubles expulsés).

Gamma

Une famille s'est installée dans un squatt.



Gamma

Un immeuble du 20e arrondissement promis à la démolition et occupé par des mal-logés.

POITIERS

L'arbitraire d'une expulsion

Le mardi 17 avril, à Poitiers, les autorités ont décidé d'expulser un ressortissant marocain, Mohamed Mokhadîr, et de le reconduire dans son pays.

Celui-ci était arrivé en France pour y poursuivre ses études et rejoindre ses parents, qui résident à Poitiers depuis plus de vingt ans. Sans prendre en compte sa nouvelle situation familiale (marié à une Française depuis décembre 1989) ni les démarches entreprises auprès de la préfecture pour régulariser sa situation, le tribunal correctionnel a prononcé contre lui la peine de 3 ans d'interdiction de séjour, pour séjour irrégulier sur le territoire (il n'avait pu obtenir de titre de séjour depuis 1987, du fait d'un refus d'inscription universitaire).

Une manifestation de protestation (appelée par les organisations anti-racistes, le PC et l'extrême-gauche) le mercredi 25 avril, a rassemblé environ 200 personnes, qui criaient entre autres : «Rendez-nous Mohamed, on vous envoie Bébé Doc» *ou encore :* «Halte aux expulsions, droits de l'homme en France aussi».

lire

Le sang de l'étranger

Des immigrés de la MOI dans la Résistance

de Stéphane Courtois, Denis Peschanski, et Adam Rayski

Un ouvrage, dont nous n'avons malheureusement pas parlé au moment de sa parution il y a un an (en mars 1989), nous paraît cependant intéressant à recommander à nos lecteurs, au moment où tous les officiels de ce pays commémorent le 8 mai 1945, date de la fin, en Occident, de la Deuxième Guerre mondiale.

Cet ouvrage, *Le Sang de l'Etranger,* par Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, parle de l'activité et surtout de l'arrestation de ce qu'on a appelé improprement le «groupe Manouchian», groupe d'immigrés organisés par le Parti Communiste et qui combattit sous l'Occupation, dans le cadre de la Résistance à la remorque de laquelle le Parti Communiste avait aliéné les forces de tous ceux qui lui faisaient confiance.

Cet ouvrage, auquel a collaboré Adam Rayski, responsable de la MOI durant la guerre (la MOI, «Main-d'Œuvre Immigrée» était l'organisation du PC regroupant, dès avant la guerre, les militants communistes étrangers de toutes nationalités vivant ou travaillant en France) répond ou tente de répondre aux accusations selon lesquelles le PCF aurait volontairement livré à la Gestapo le goupe Manouchian. Cette idée avait été lancée en 1985 à l'occasion d'un téléfilm sur «l'affiche rouge», cette affiche placardée début 1944 sur tous les murs de France et annonçant l'exécution de Manouchian et de ses camarades.

Ce livre montre que le Parti Communiste n'a pas livré ce groupe de combattants. Les conditions dans lesquelles se battaient ces militants qui étaient, en réalité, en 1942-43, les seuls groupes armés intervenant réellement dans la capitale sinon en d'autres grandes villes du pays, faisaient qu'ils ne pouvaient pas ne pas «tomber».

Ce livre a aussi l'intérêt de montrer le travail et les méthodes des «Brigades Spéciales» chargées à l'époque de la lutte anti-terroriste. Grâce aux archives, et aux rapports des policiers de ces «BS», sa lecture est des plus instructives, d'autant plus que cela correspond bien, mais vu de l'autre côté, à ce que peuvent en savoir ceux qui militaient à l'époque.

Bien sûr, ce qui peut nous choquer, nous, dans ce livre, c'est que les seules critiques qui sont faites au Parti Communiste le sont d'un point de vue social-démocrate et réformiste. Ce qui peut nous choquer aussi, c'est ce qu'on peut imaginer du passé espagnol de certains de ces staliniens. Mais tel qu'il est, ce livre est un ouvrage important pour tous ceux qui peuvent s'intéresser à l'histoire de militants ouvriers, de militants internationalistes qui se sont retrouvés, par la politique de Staline relayée par le Parti Communiste, à combattre, pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, dans la Résistance française et même à en constituer le facteur essentiel quoi qu'on puisse en dire aujourd'hui.

L'«affiche rouge»

Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski : *Le Sang de l'Etranger - Les immigrés de la MOI dans la Résistance* - Editions Fayard. 130 F.
(Cet ouvrage sera en vente à la fête de LO. 20 % de réduction si on le paie en vignettes).

voir

Stanley et Iris

de Martin Ritt

Stanley (Robert de Niro), cuisinier de la cantine d'une pâtisserie industrielle d'une petite ville de l'Est des Etats-Unis, tombe amoureux d'une ouvrière, jolie veuve avec deux enfants, Iris (Jane Fonda). Une fois la rencontre provoquée et la timidité de Stanley surmontée, l'idylle va aller tout doucement son chemin jusqu'à un «happy end» sur le ton du «ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants»!

Certes, ce n'est quand même pas aussi simple. Parce que Stanley, la quarantaine passée, ne sait pas lire, rançon d'une jeunesse pauvre et vagabonde, à la suite d'un père veuf, «représentant en couverts de table plaqués argent». Parce qu'aussi Iris pleure son époux disparu, tandis que les problèmes familiaux et financiers rendent plus pesante encore la fatigue du travail à l'usine. L'entreprise dans laquelle elle se lance alors pour apprendre à lire à Stanley devient une charge supplémentaire pour des journées déjà très longues, mais surtout une évasion à la rencontre de la personnalité attachante de cet homme.

Sur toile de fond sociale, avec le travail en usine, le chômage, la misère des asiles de vieux et l'analphabétisme qui sévit toujours au sein de la première puissance mondiale, Martin Ritt décoche tout au long de son film des petits discours très moraux sur l'amour et le mariage en particulier. La ténacité de l'élève dans son apprentissage de la lecture et de l'écriture sera très brillamment récompensée... par l'amour de la belle et la fortune. Mais l'ensemble est décidément trop conformiste pour qu'on s'y laisse prendre. Dommage !

Lucienne PLAIN

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

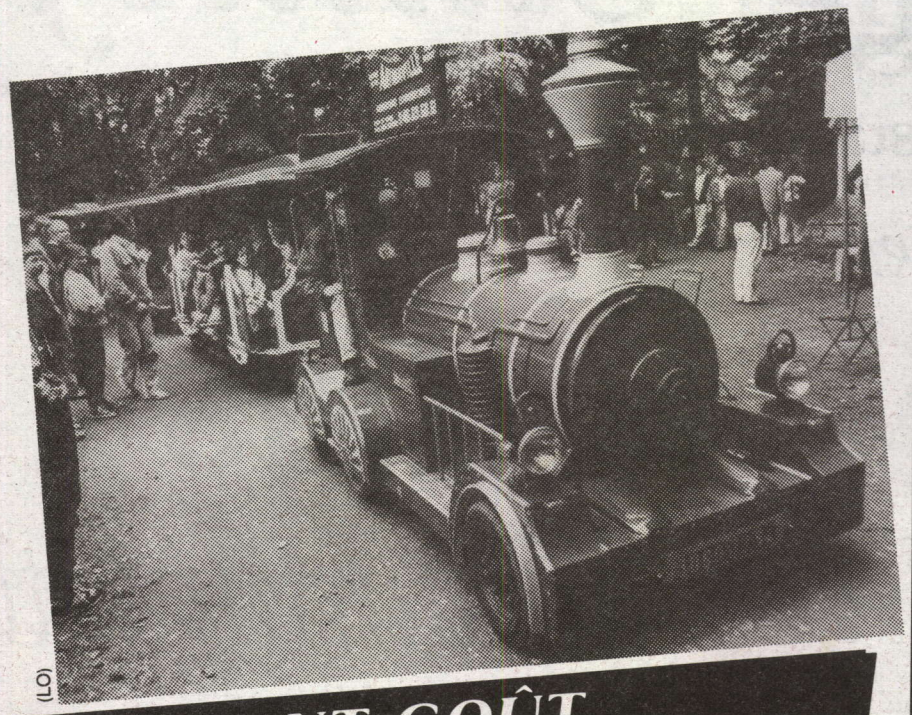
– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Dans trois semaines, les 2, 3 et 4 juin,

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE



(LO)

Avec plus de trois cents stands où vous pourrez déguster des spécialités de diverses régions ou pays, participer à des jeux, regarder des expositions.

Avec des débats politiques, des rencontres avec des personnalités.

Avec ses dizaines de spectacles, ses films, ses animations.

LA FETE DE LUTTE OUVRIERE vous accueillera pendant le week-end de la Pentecôte dans un parc boisé situé à Presles dans le Val-d'Oise.

Cette fête est la vingtième, et elle réunira une fois de plus des dizaines de milliers de personnes, jeunes ou moins jeunes que rassemble le désir de voir changer cette société et qui montrent ainsi la vitalité du courant communiste révolutionnaire, du courant trotskyste.

UN AVANT-GOÛT DE NOTRE PROGRAMME

Notre programme n'est pas encore totalement décidé et de nombreuses confirmations restent en attente. Mais d'ores et déjà nous pouvons annoncer :

● SAMEDI 2 JUIN

PODIUM CENTRAL

JOURNALS STAFF : Rock.
"DOUCEMON LA VIE" : Orchestre Cajun.
Romain DIDIER : Chansons.
CHANCE ORCHESTRA : "La nuit du Rythm'n Blues et de la Soul Music".

THEATRE DE VERDURE

URBANIA : Jazz Rock.
LES TUEURS DE REVE : Rock alternatif.

● DIMANCHE 3 JUIN

PODIUM CENTRAL

Daniel VIGLIETTI : Chanteur uruguayen.
Michel LEGRAND en trio avec François **MOUTIN** et Louise **MOUTIN.** Jazz et chansons.
CHEB KADER : Raï.
Ricky NORTON : Rock and Roll des années 60.
Joe Lee WILSON : "The Joy of Jazz".

THEATRE DE VERDURE

ZERO COMICS : Rock.
"LE SOLEIL BRILLERA TOUJOURS" : Récital de chansons plébéiennes de 1789 à nos jours.
"CHABROL JOUE" : Le Paris des années 50 et la naissance de la société de consommation, de et par Jean-Pierre **CHABROL.**

● LUNDI 4 JUIN

PODIUM CENTRAL

Miguel Angel ESTRELLA avec le Cuarteto "Dos Mundos" composé de Omar ESPINOSA, José-Luis CASTINEIRA DE DIOS et Raul MERCADO.
Piano classique et musique d'Argentine.
Bill DERAIME : "Toujours du Bleu" - Blues.

THEATRE DE VERDURE

HOTTENTIC : chansons poétiques.
Jean DUBOIS : Chansons Swing.

AU "VILLAGE ESPAGNOL"

Vous pourrez déguster quelques spécialités d'outre-Pyrénées en écoutant des chansons ou des musiques d'Espagne, du Portugal ou d'Amérique latine.

LE DIMANCHE SOIR, BAL DE NUIT SUR MUSIQUE ENREGISTRÉE

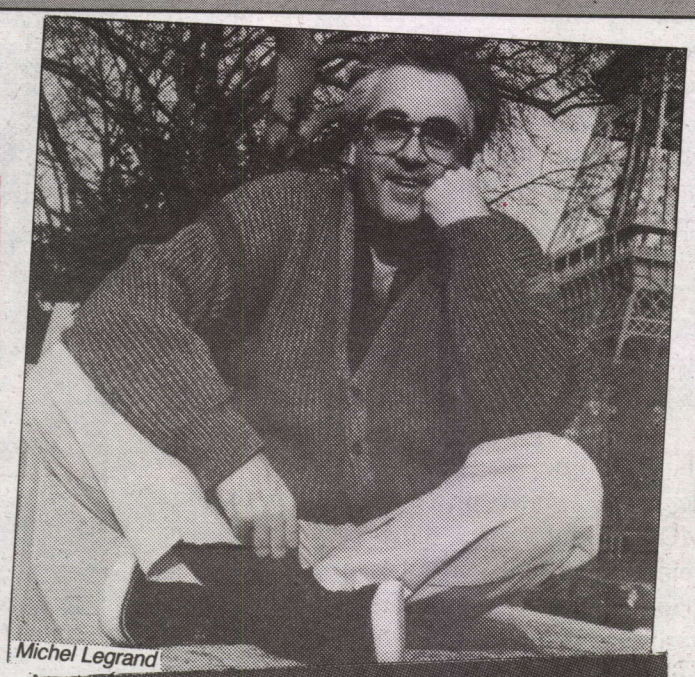
PENDANT LES TROIS JOURS UNE ANIMATION NON-STOP

Avec entre autres, dimanche, la fanfare MONA LISA KLAXON.

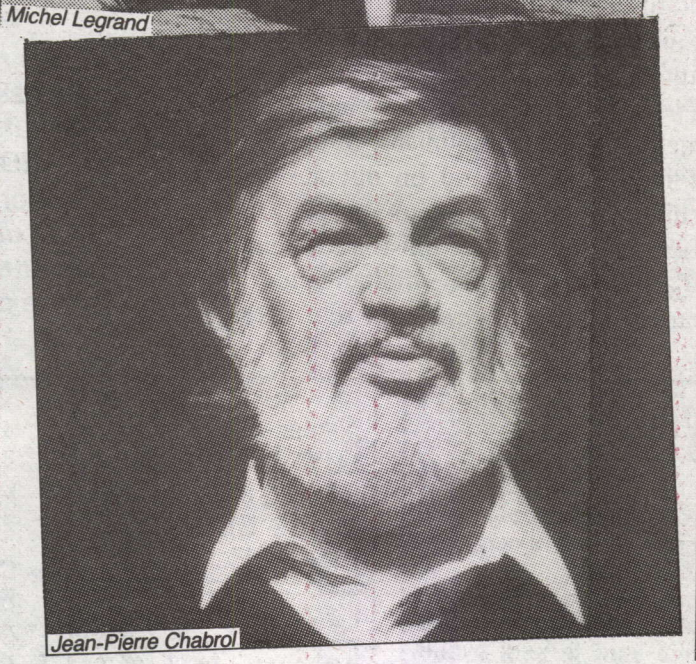
Et lundi, THE BECHET LEGACY, Quartet de jazz New-Orleans.

À LA CITÉ DU JAZZ

Du blues avec Joe RUSH, du jazz avec le quartet de Thierry BRUNEAU et des heures de concert dont nous publierons ultérieurement la programmation.



Michel Legrand



Jean-Pierre Chabrol

PRENEZ VOTRE CARTE !

Les cartes d'entrée qui vous permettent d'entrer pendant les trois jours à notre fête, et vous donne accès à tous les spectacles, toutes les expositions, etc., vaut 40 F si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants et 50 F sur place.

Par ailleurs vous pouvez aussi vous procurer EN LES ACHETANT À L'AVANCE des bons qui achetés 8 F avant la fête vous donnent un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête (c'est-à-dire qu'ils vous permettent de bénéficier d'une remise de 20%).

SE RENDRE À LA FÊTE : RIEN DE PLUS SIMPLE.

En effet, pour tous les habitants de Paris et de la région parisienne, il existe une navette gratuite à partir de la Porte de la Chapelle.

Et pour tous ceux qui habitent la province, des voyages collectifs sont organisés à partir de la plupart des grandes villes. Nous les annoncerons dans nos prochains numéros.

Deux cinémas

fonctionnent en permanence dans la fête. Nous en sommes au début de notre programmation, mais nous pouvons annoncer les films suivants :
BORIS GODOUNOV de Andrzej Zulawski.
MAMAN de Romain Goupil.
NATIVE SON (UN ENFANT DU PAYS) de Jerold Freedman.
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE d'Etienne Chatilliez.
LA VIE ET RIEN D'AUTRE de Bertrand Tavernier.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995